

RENCONTRES I.G.R

Intervention de Joel BERGER

Conseiller stratégique auprès de la Présidence du C2IME

5 février 2025





Analyse approfondie de l'évolution de la productivité et de la compétitivité de la Grande Région

Plan de la présentation

I. L'évolution de la compétitivité de la Grande Région

II. Pourquoi ce décrochage des territoires de la Grande Région par rapport à l'Union Européenne ?

III. L'impact de la « guerre commerciale » sur la croissance de la Grande Région

IV. Principales mesures annoncées par la Commission : Initiative « Boussole pour la compétitivité »

V. un instrument pour construire le réseau Européen de Coopération Environnementale et Sociale : C2IME, chef de file de l'EuroAccélérateur Grande Région

La croissance de la productivité : un indicateur clé de la compétitivité régionale et un facteur de changement essentiel du niveau de vie.

La productivité du travail représente le volume total de la production (mesurée en termes de produit intérieur brut, PIB) produite par unité de travail mesurée en termes de nombre de personnes employées ou d'heures travaillées.

Selon l'OCDE « L'amélioration des conditions de vie dans les régions va de pair avec une hausse continue de la productivité du travail, accompagnée d'un accroissement de l'utilisation de la main-d'œuvre. En fait, les économies qui parviennent à allier croissance de l'emploi et croissance de la productivité sont les seules capables de renforcer leur avantage concurrentiel et de le maintenir sur le long terme »

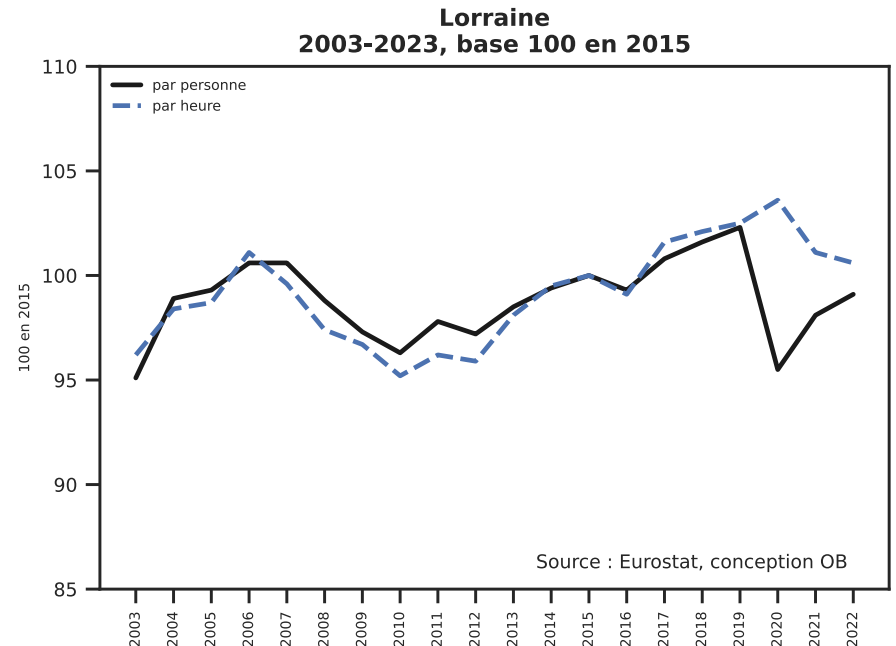
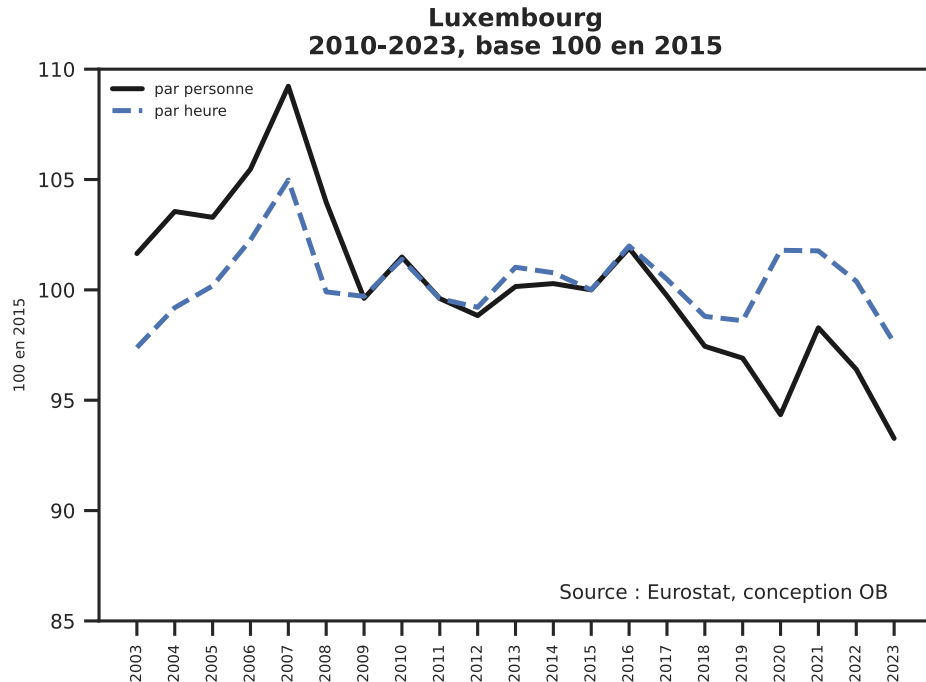
Périmètre de la Grande Région

- ✓ Les territoires lorrains de la région Grand Est
- ✓ le Grand Duché du Luxembourg
- ✓ le Land de Sarre
- ✓ l'arrondissement Trèves (Trier) dans le Land de Rhénanie Palatinat
- ✓ la Province de Luxembourg en Belgique
- ✓ la Province de Liège en Belgique

I. L'évolution de la compétitivité de la Grande Région

Croissance atone de la productivité du travail (1/3)

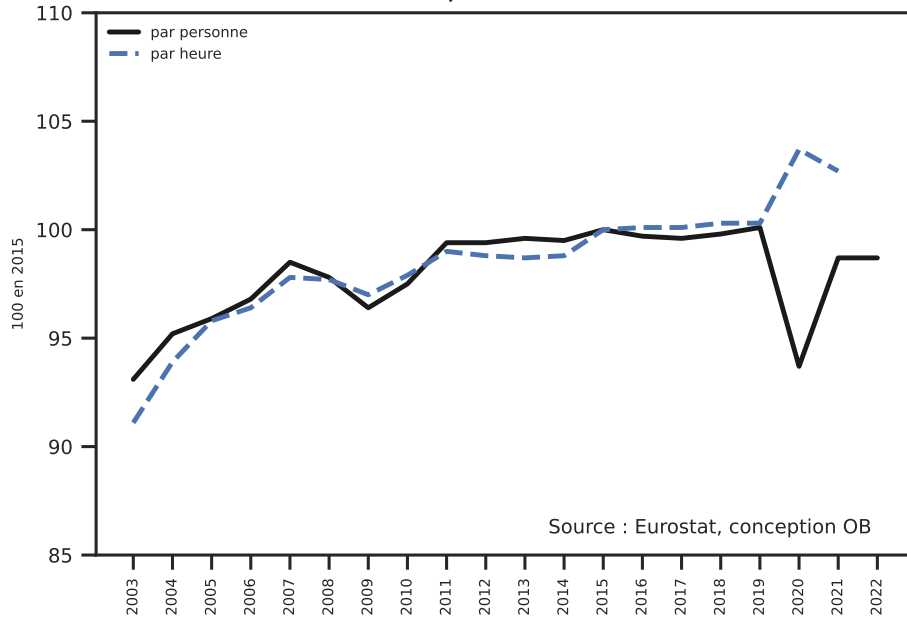
L'évolution de la productivité du travail par personne et par heure travaillée,
versants de la Grande Région, 2003 – 2023, base 100 en 2015



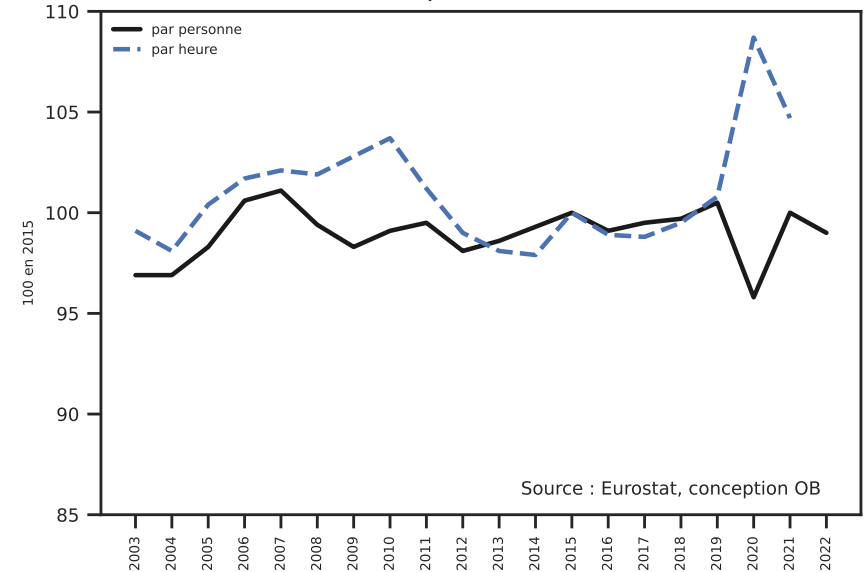
Croissance atone de la productivité du travail (2/3)

L'évolution de la productivité du travail par personne et par heure travaillée,
versants de la Grande Région, 2003 – 2023, base 100 en 2015

Province de Liège
2003-2023, base 100 en 2015

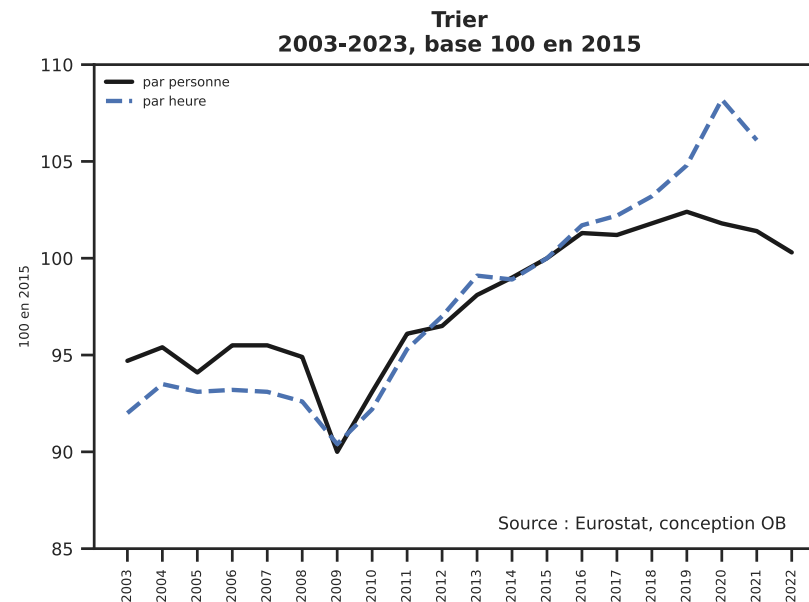
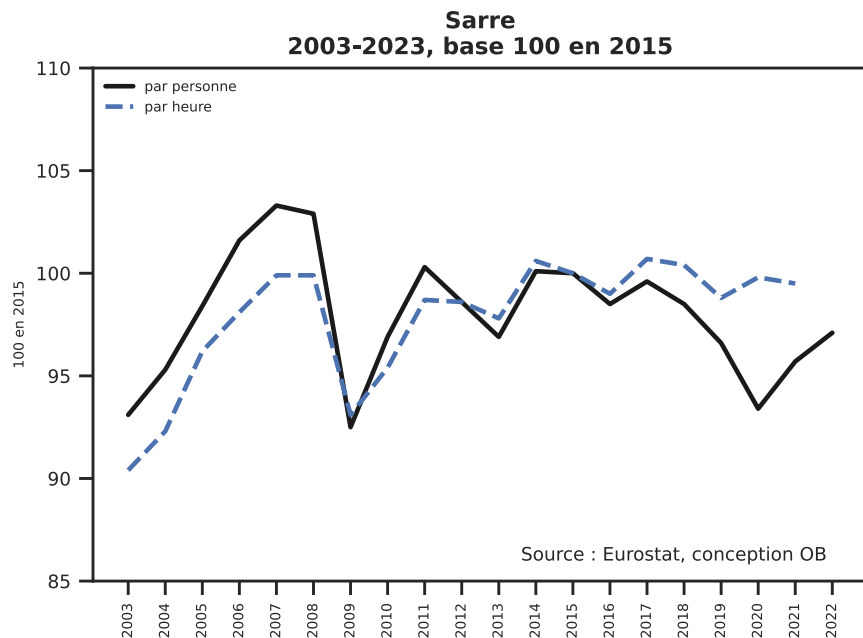


Province du Luxembourg
2003-2023, base 100 en 2015



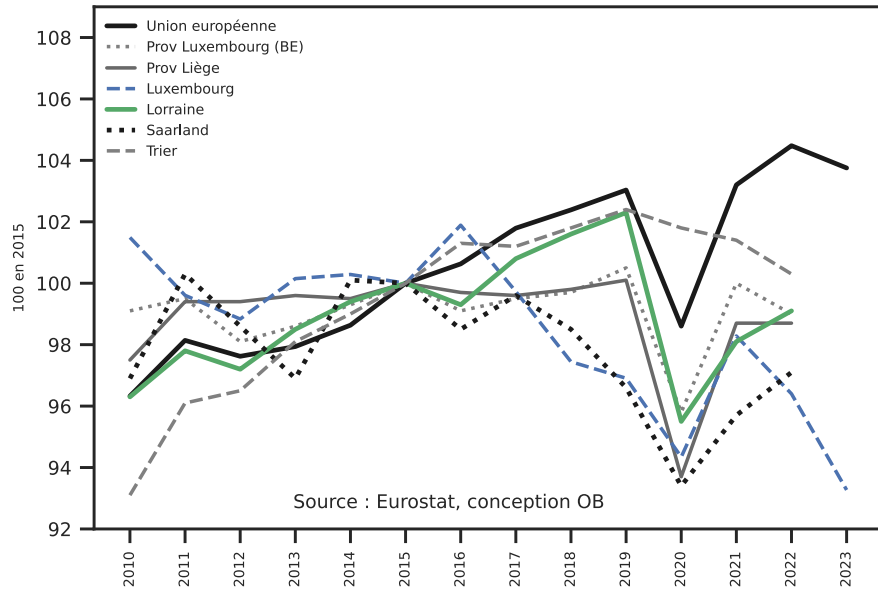
Croissance atone de la productivité du travail (3/3)

L'évolution de la productivité du travail par personne et par heure travaillée,
versants de la Grande Région, 2003 – 2023, base 100 en 2015

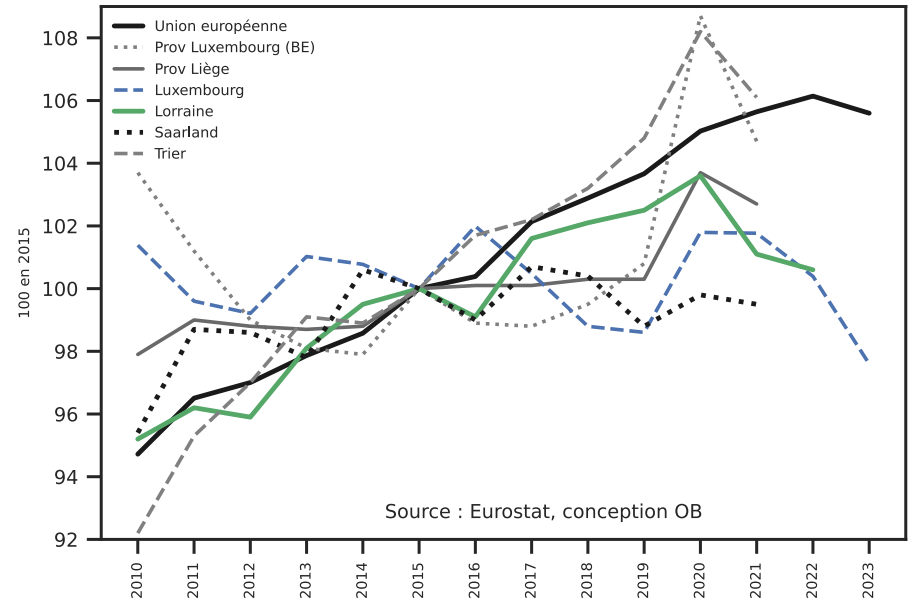


Depuis 2019, la trajectoire de la productivité de la Grande Région « décroche » par rapport à celle de l'Union européenne

Productivité réelle du travail par personne employée
2010-2023, base 100 en 2015



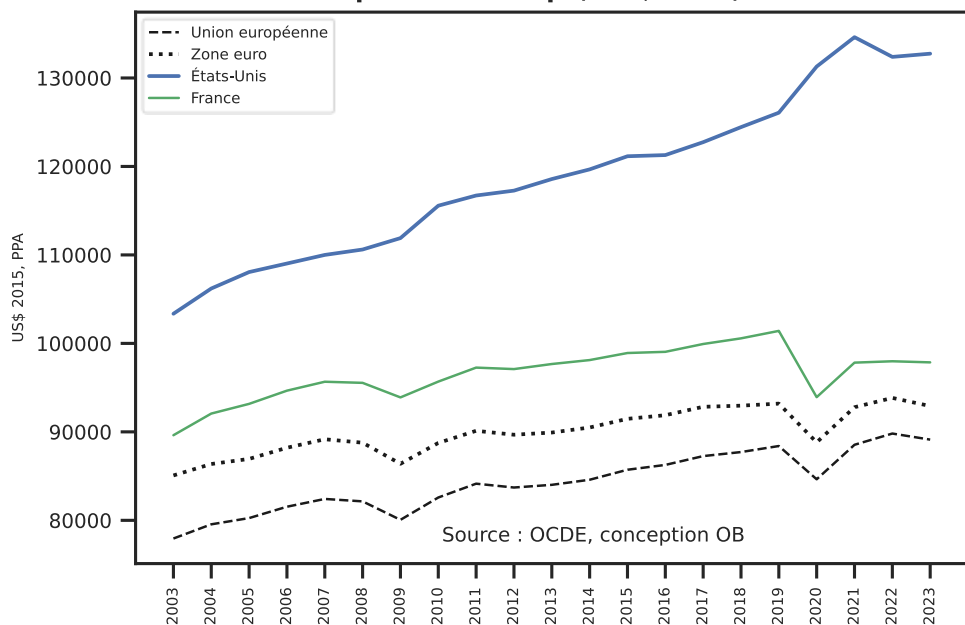
Productivité réelle du travail par heure travaillée
2010-2023, base 100 en 2015



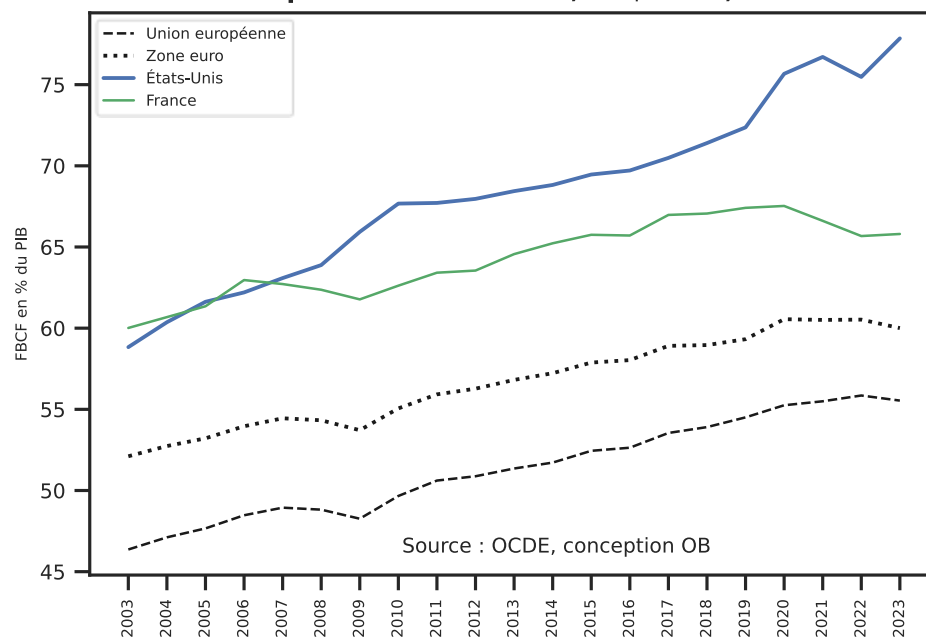
Remarque : un écart de productivité croissant entre l'Union Européenne et les États-Unis

Un écart de productivité croissant entre l'Union Européenne et les États-Unis. Net décrochage de la trajectoire de la France par rapport à sa tendance pré-covid

PIB par actif occupé, US\$ 2015, PPA



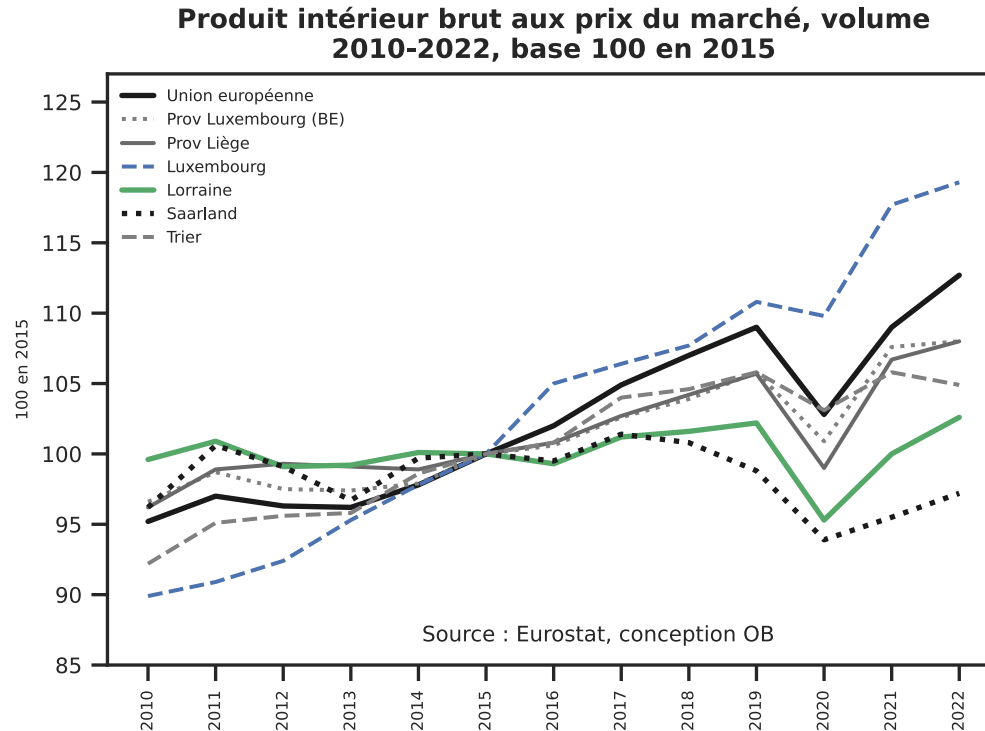
PIB par heure travaillée, US\$ 2015, PPA



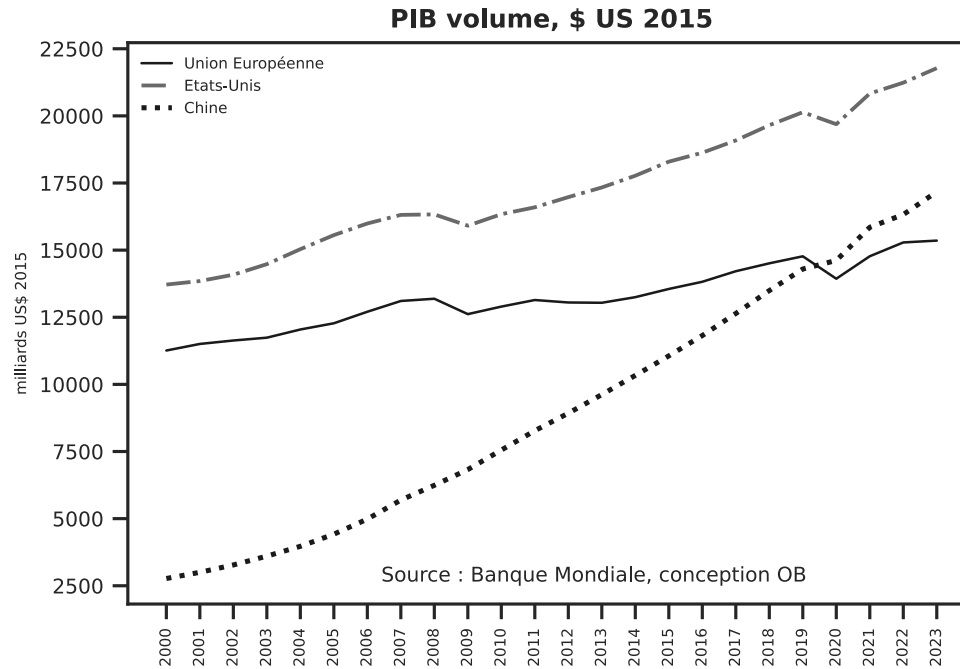
2 rapports considèrent la faible évolution de la productivité de l'UE comme le principal déterminant de la faiblesse de l'économie de l'UE

- le rapport d'Enrico Letta « Much more than a market », commandé par le Conseil européen qui a été publié en avril 2024.
- Le rapport de Mario Draghi sur la compétitivité, commandé par la Commission européenne, qui a été rendu public le 9 septembre 2024

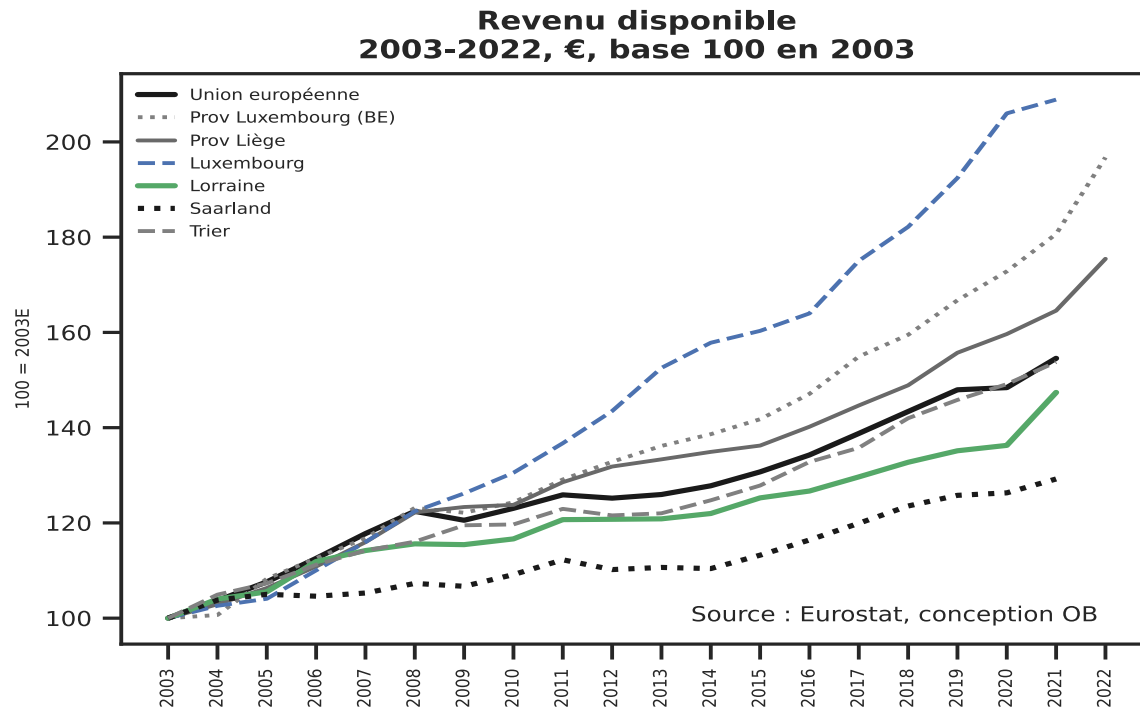
A l'exception du Luxembourg, l'évolution du PIB des versants de la Grande Région est plus faible que celle de l'Union Européenne



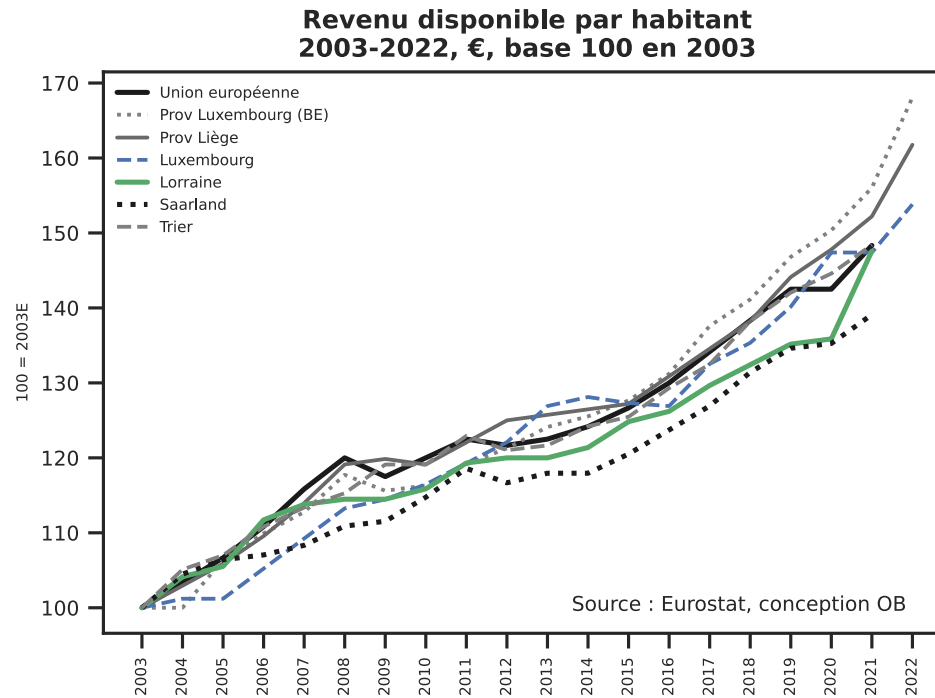
Remarque : Le PIB de l'Union européenne accuse aujourd'hui un retard de 29 % avec les États-Unis contre 17 % en 2001



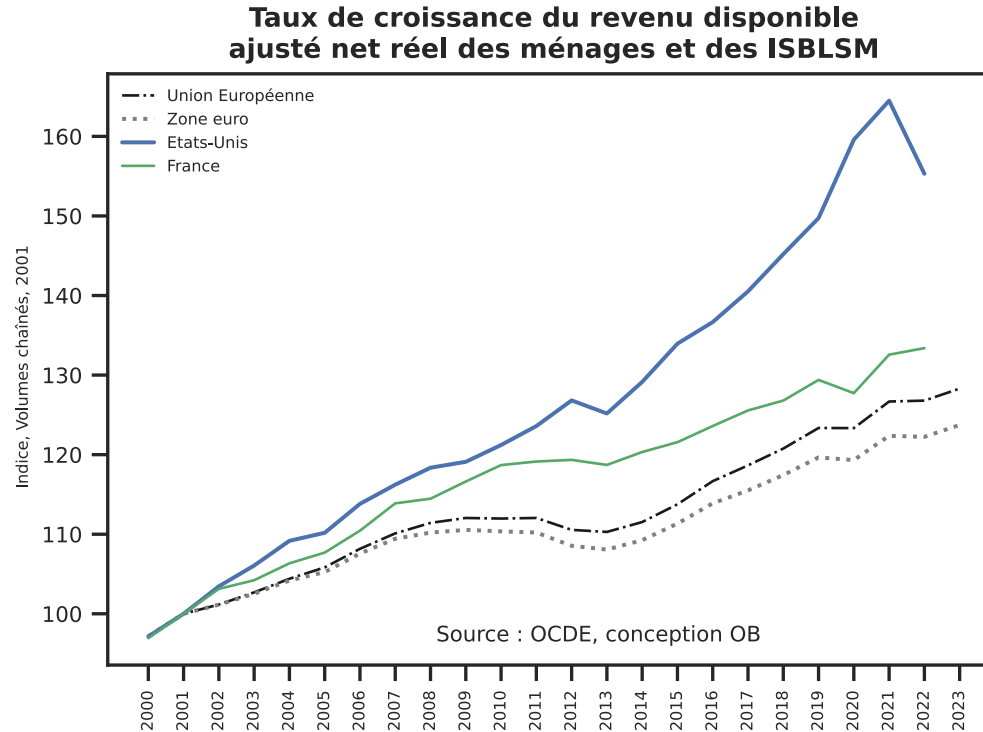
Divergence apparente de l'évolution du revenu disponible...



.... qui s'estompe une fois prise en compte les évolutions démographiques

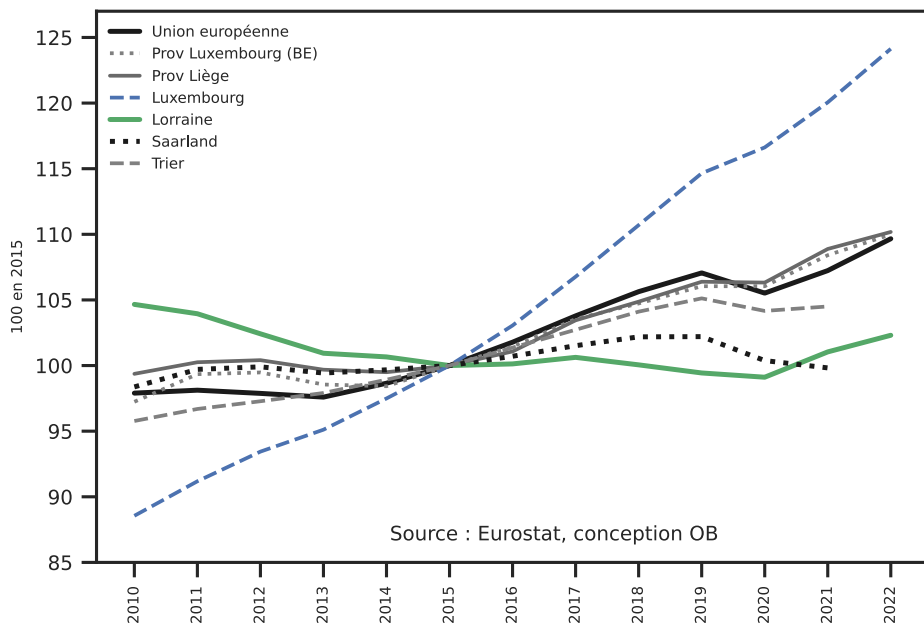


Remarque : Le revenu disponible réel a progressé beaucoup plus rapidement aux États-Unis que dans l'UE

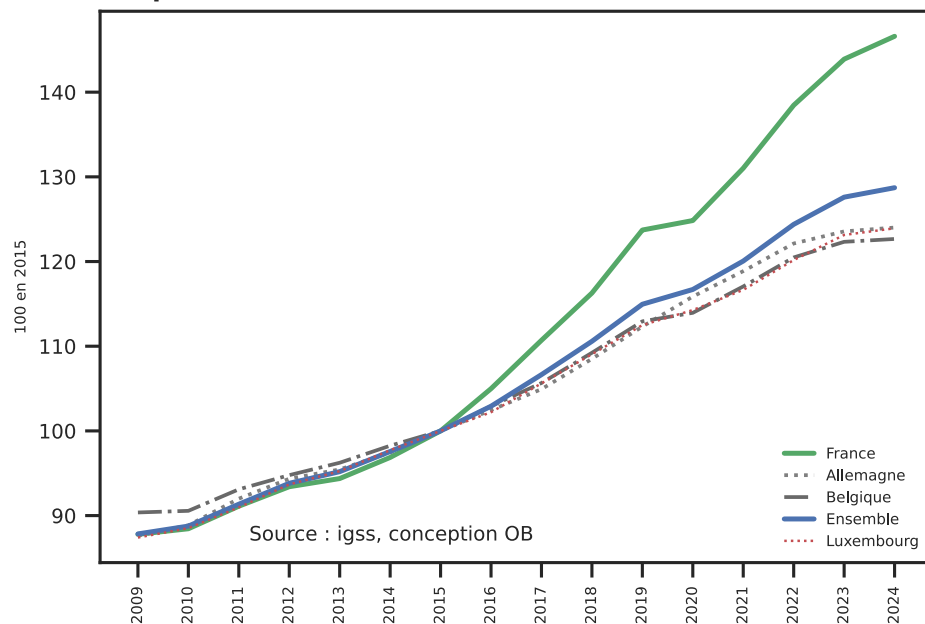


Croissance de l'emploi au Luxembourg et développement du travail frontalier : effet d'éviction pour la Lorraine ?

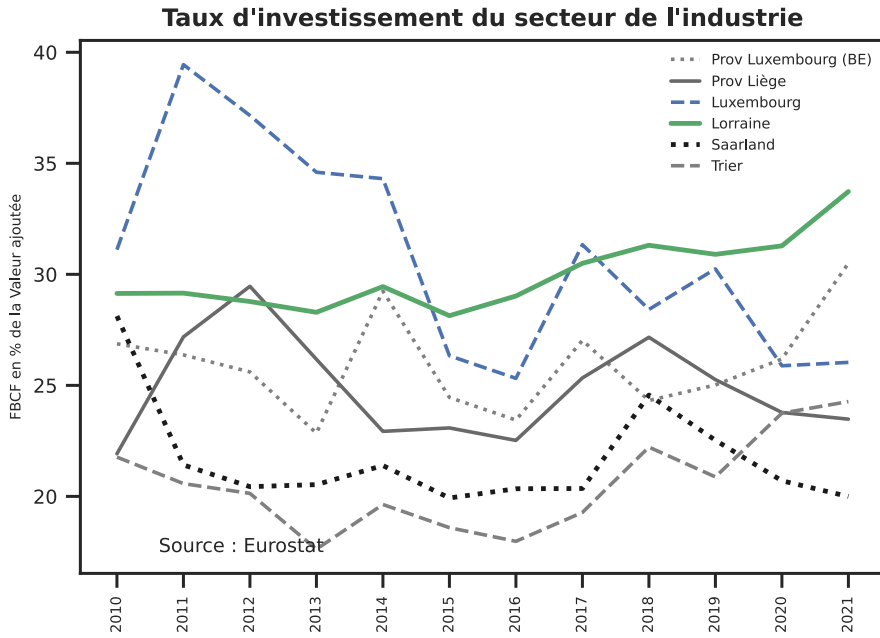
Nombre de salariés 2010-2022, base 100 en 2015



Salariés travaillant au Luxembourg par lieu de résidence, 2009-2014, base 100 en 2015

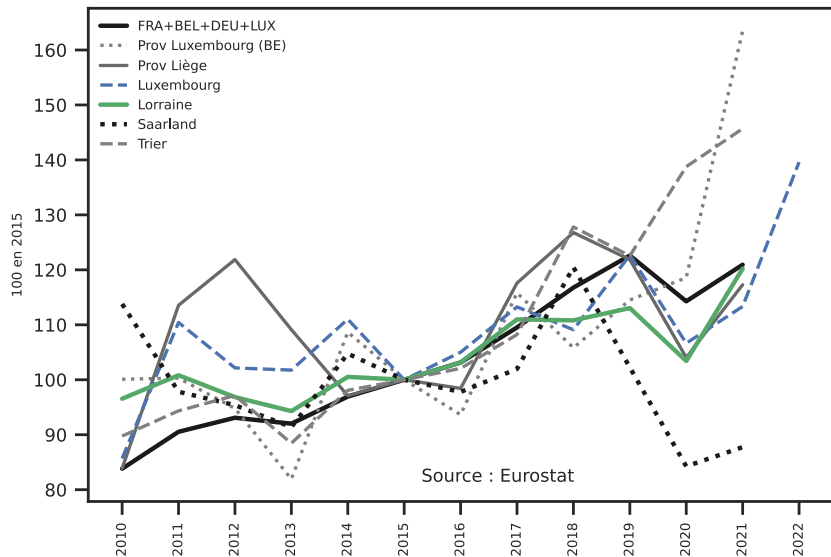


Le taux d'investissement de l'industrie pour la Lorraine est plus important que ceux des versants de la Grande Région

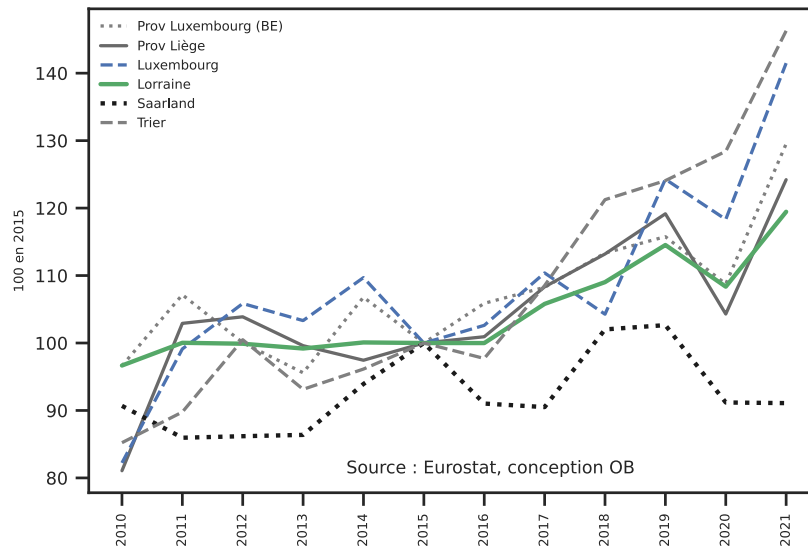


Recul de l'investissement industriel en Sarre

Evolution de l'investissement (FBCF) pour le secteur de l'industrie

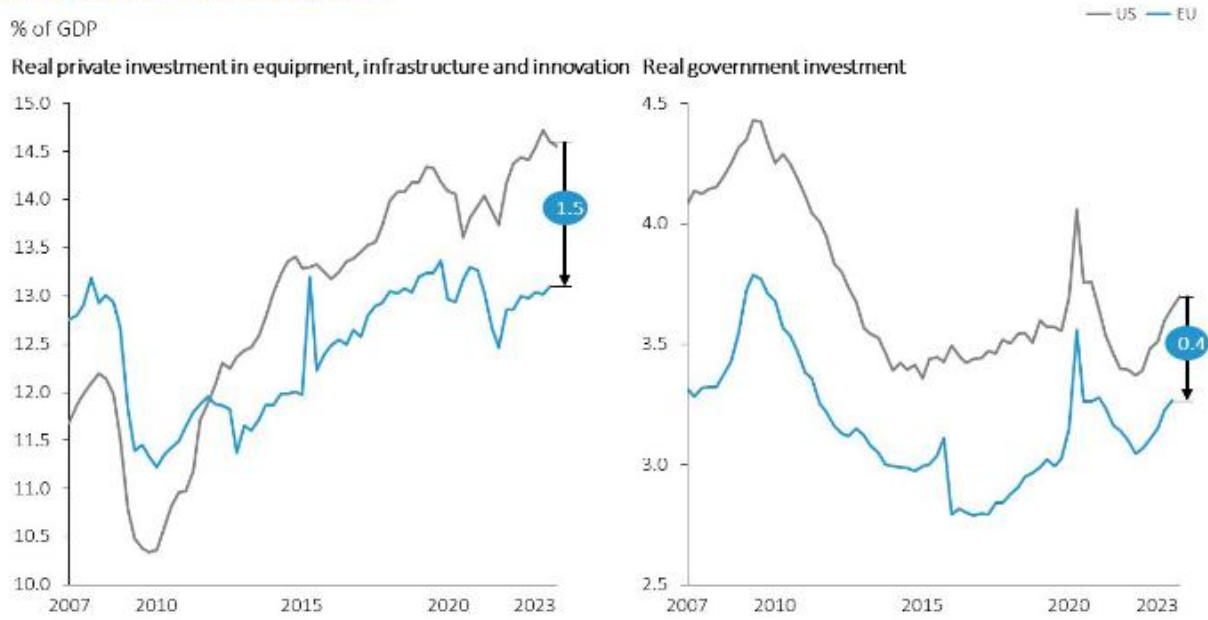


Evolution de l'investissement ensemble des secteurs hors secteur immobilier



Remarque : Les investissements privé et public dans l'UE sont moins importants qu'aux États-Unis depuis la crise économique et financière de 2007-2008

Private and government investment



Source : Draghi R. (2024), The future of European competitiveness

Source: Eurostat 2024 and OECD 2024

II. Pourquoi ce décrochage des territoires de la Grande Région par rapport à l'Union Européenne ?

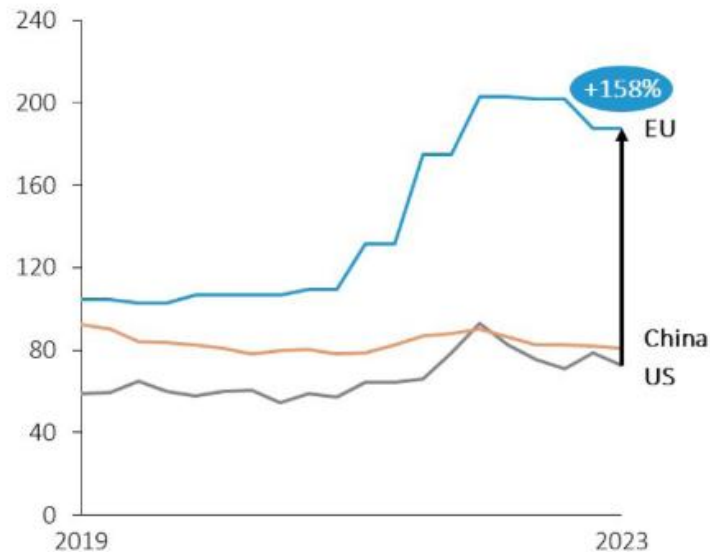
Pourquoi ce décrochage ?

1. Transition écologique, chocs géopolitiques et concurrence déloyale

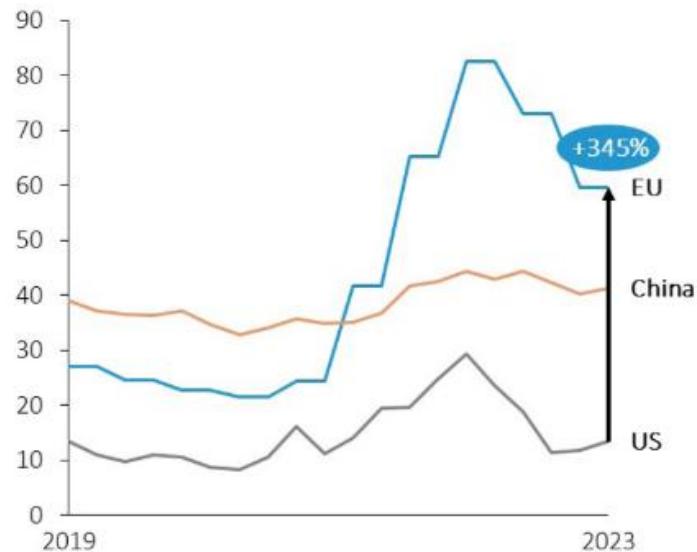
Un niveau élevé des prix de l'énergie en l'absence de ressources naturelles pèse particulièrement sur la compétitivité européenne

Gas and retail price gap for industry

Industrial retail power prices
EUR/MWh



Industrial gas prices
EUR/MWh

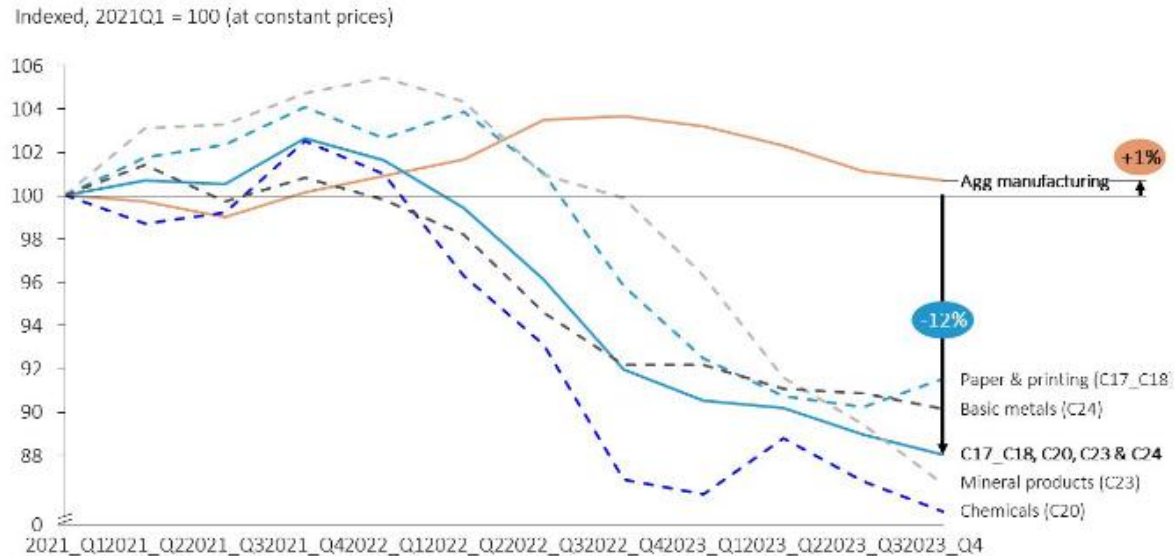


Source: European Commission, 2024. Based on Eurostat (EU), EIA (US) and CEIC (China), 2024.

Source : Draghi R. (2024), The future of European competitiveness

Les industries à forte intensité énergétique (IIE) qui doivent massivement investir pour la décarbonation de leur processus de production ont été affectées par les chocs géopolitiques

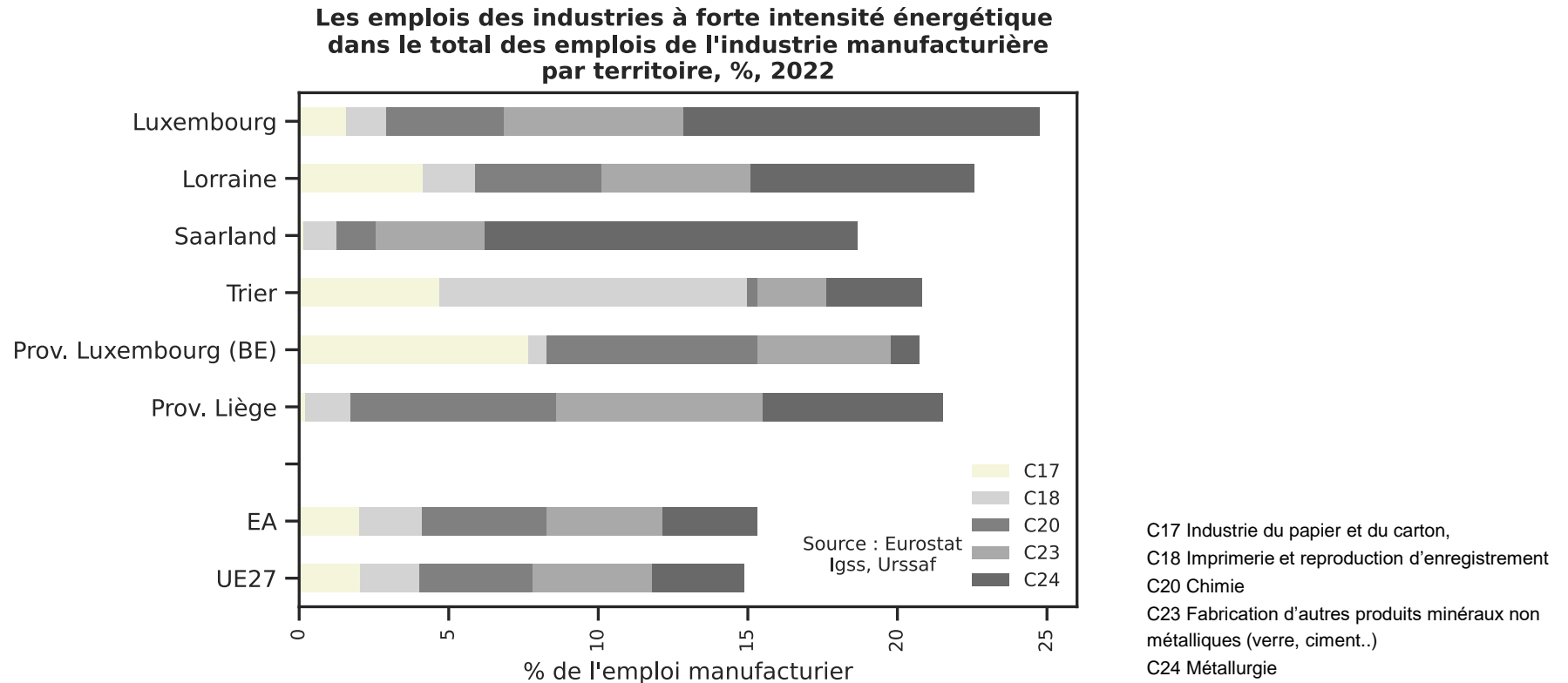
EU production in energy-intensive industries



Source: European Commission, 2024. Based on Eurostat, 2024.

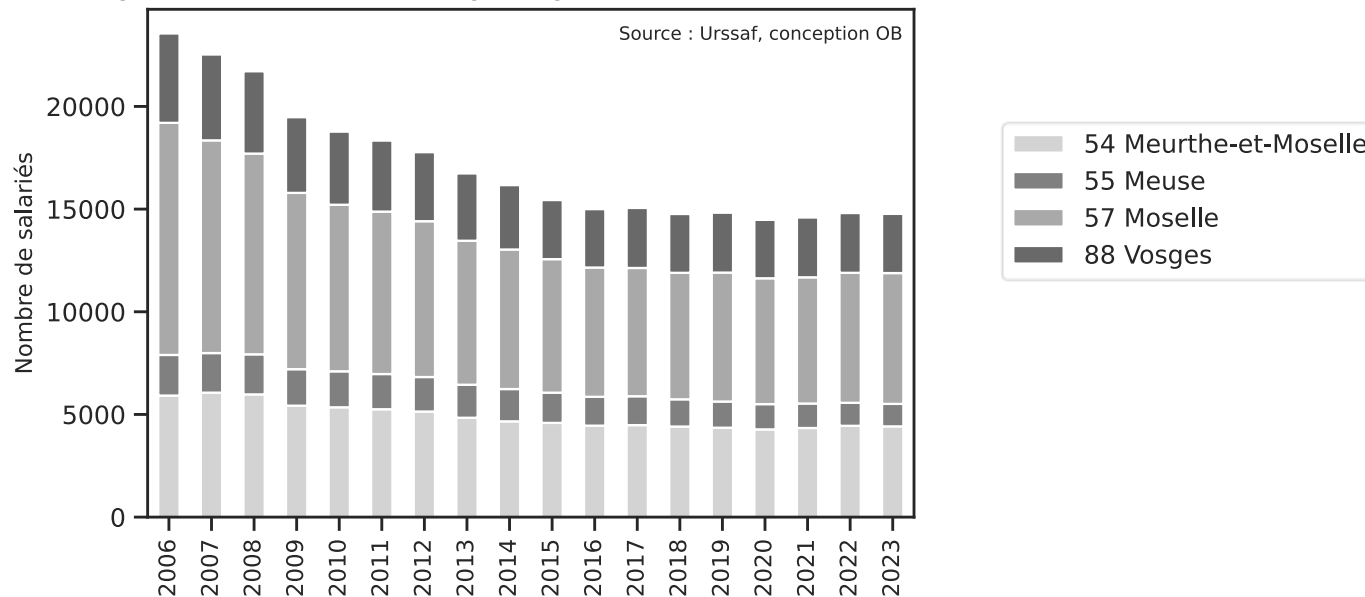
Source : Draghi R. (2024), The future of European competitiveness

Les industries à forte intensité énergétique ont un poids important dans l'industrie de la Grande Région



Remarque : les pertes d'emplois en Lorraine dans les secteurs à forte intensité énergétique, 2006-2023

Evolution du nombre de salariés dans les secteurs à « risque de fuite de carbone »*, par département de Lorraine, 2006-2023



* Secteurs et sous secteurs retenus par la Commission européenne comme exposés au risque de « fuite de carbone » (décision UE 2019/708)

La « fuite de carbone » est le déplacement des industries émettrices de gaz à effet de serre en dehors de l'UE pour éviter des normes plus strictes »

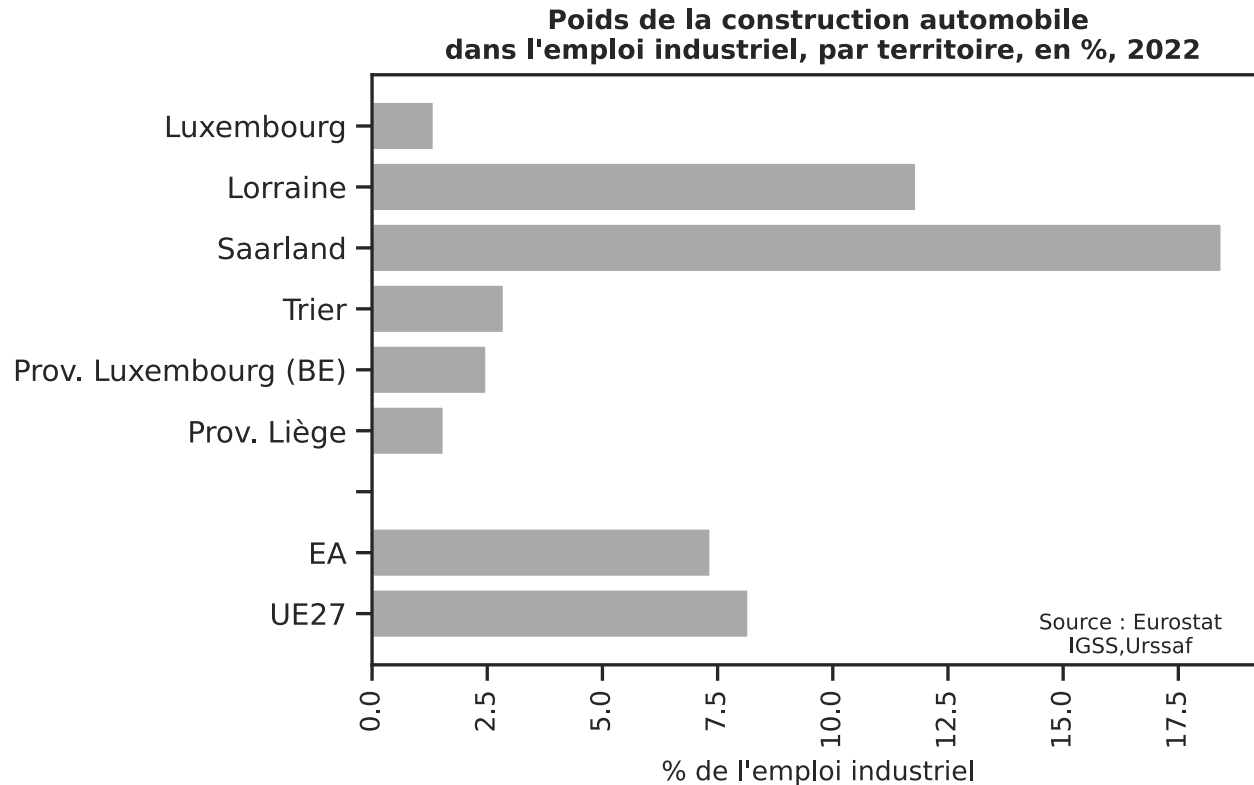
Concurrence déloyale ?

États-Unis : une nouvelle stratégie industrielle qui suscite des craintes pour l'industrie européenne

- l'Infrastructure Investments and Jobs Act (1100 milliards de dollars en sortie de crise pandémique)
- le CHIPS and Science Act (52 milliards de dollars pour les semi-conducteurs et la recherche fondamentale)
- l'Inflation Reduction Act –IRA (entre 400 et 1200 milliards de dollars pour les technologies décarbonées essentiellement sous forme de crédits d'impôt et de subventions).

Chine : ouverture d'enquêtes antisubventions visant les importations massives de l'UE depuis la Chine. “Les marchés mondiaux sont aujourd’hui inondés de voitures électriques chinoises bon marché dont le prix est maintenu artificiellement bas par des subventions publiques massives”,

Le risque d'un déclassement de l'Europe dans le secteur de l'automobile (1/2)



Le risque d'un déclassement de l'Europe dans le secteur de l'automobile (2/2)

Des fermetures de sites en Sarre et en Rhénanie Palatinat

- Ford arrête la production d'automobile sur son site de Sarrelouis. Le plan social annoncé le 7/02/24 prévoit la réduction de 2700 salariés. L'usine devrait rester ouverte avec un effectif réduit (1000 salariés) dans l'attente de la reprise du site.
- Le parc de sous-traitants (1500 salariés) est aussi touché par la fermeture.
- L'équipementier automobile ZF a annoncé la suppression de 1800 emplois sur son site de Sarrebruck dès la fin de l'année prochaine. Et en 2028, ce sont au total 4500 emplois qui pourraient avoir disparu.
- Michelin a confirmé la fermeture de ses usines de Kalruhe et Trèves et l'arrêt de la production de pneus poids lourds à Hombourg en Sarre, plus de 1500 salariés concernés.

Remarque : Les frontaliers, représentent plus d'un tiers des employés du secteur

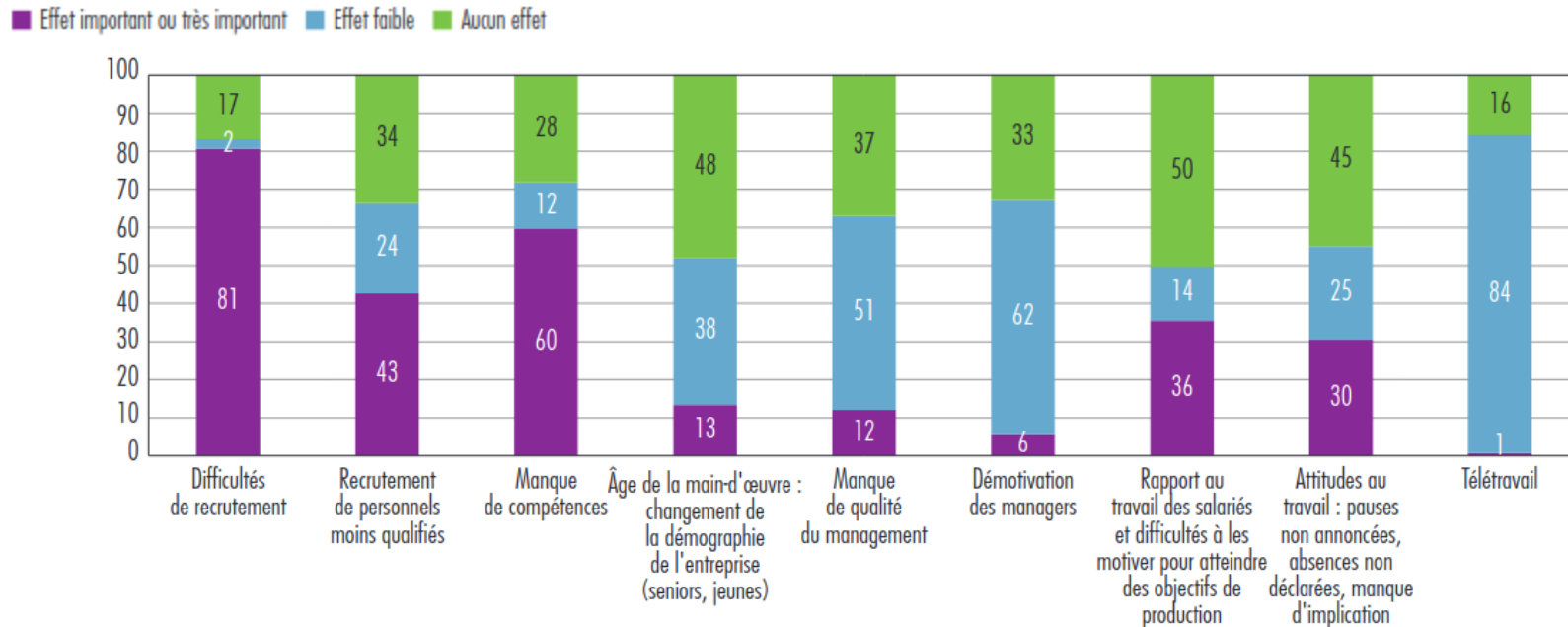
Mettre en place les conditions nécessaires pour que l'industrie européenne rattrape son retard

L'enjeu aujourd'hui n'est pas de remettre sur la table le calendrier des réglementations adoptées ou de passer à une stratégie neutre technologiquement, ce qui augmenterait le niveau d'incertitude pour les industriels, mais de mettre en place les conditions nécessaires pour que l'industrie européenne rattrape son retard.,

Pourquoi ce décrochage ?

2. L'accès aux compétences

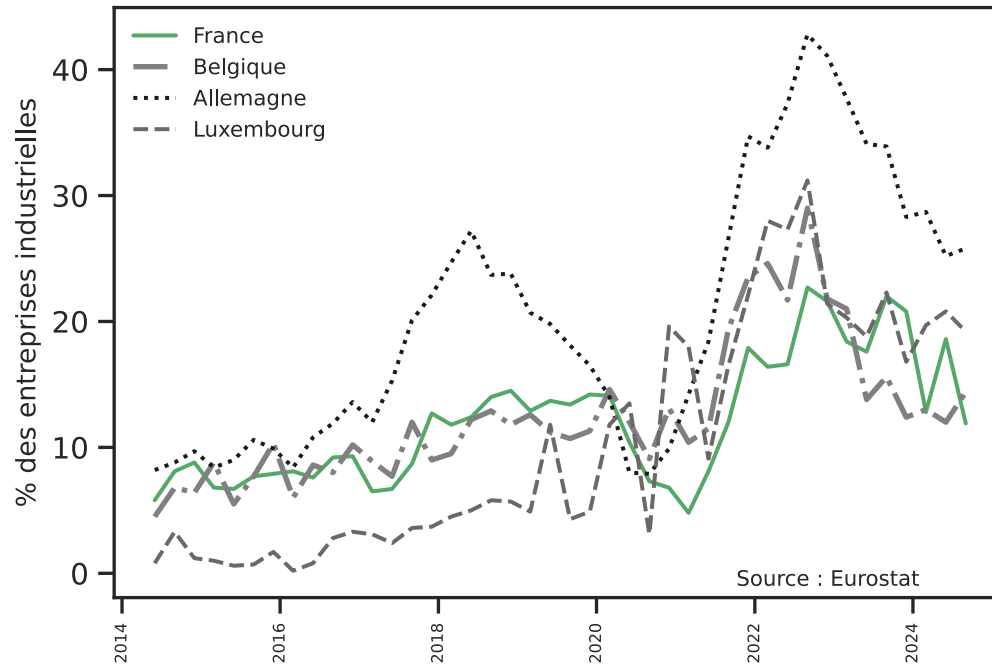
Les entreprises industrielles pointent les difficultés de recrutement comme facteur important à l'origine de la baisse de leur productivité depuis 2019



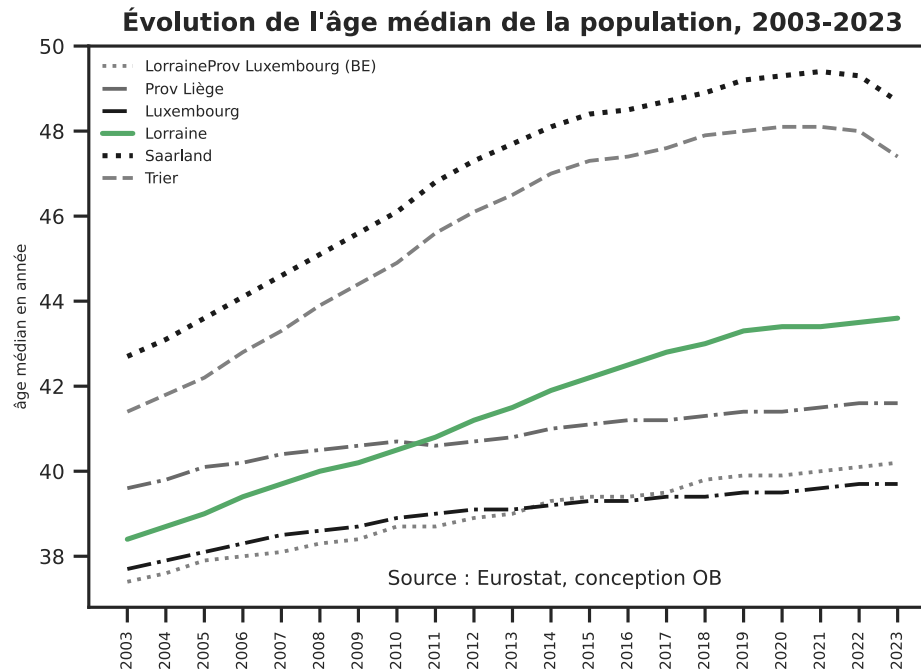
Source : Lesterquy et al. (2024) : Baisse de la productivité du travail dans l'industrie en France en 2023 : un constat et des leviers d'action - Résultats de l'enquête menée par la Banque de France en septembre 2023, Bulletin de la Banque de France 251/2 mars-avril 2024

Persistance des difficultés de recrutement dans l'industrie de la Grande région

Part des entreprises industrielles déclarant l'existence d'un manque de main d'oeuvre limitant la production, 2014Q2-2024Q3

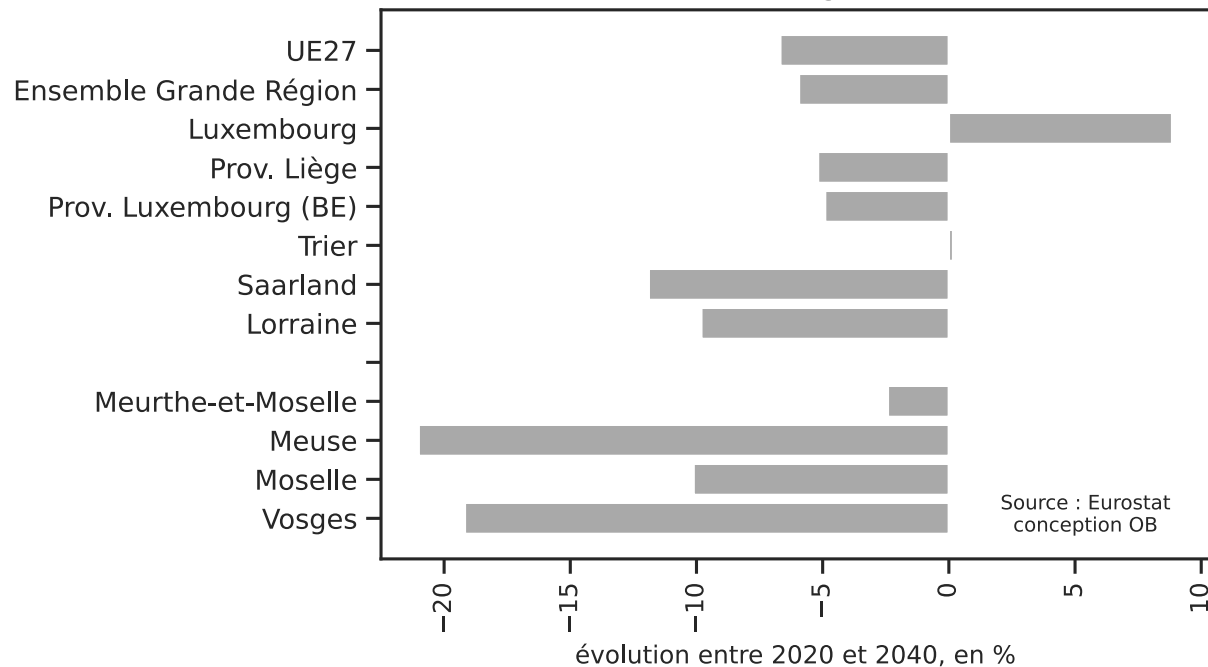


Vieillesse de la population



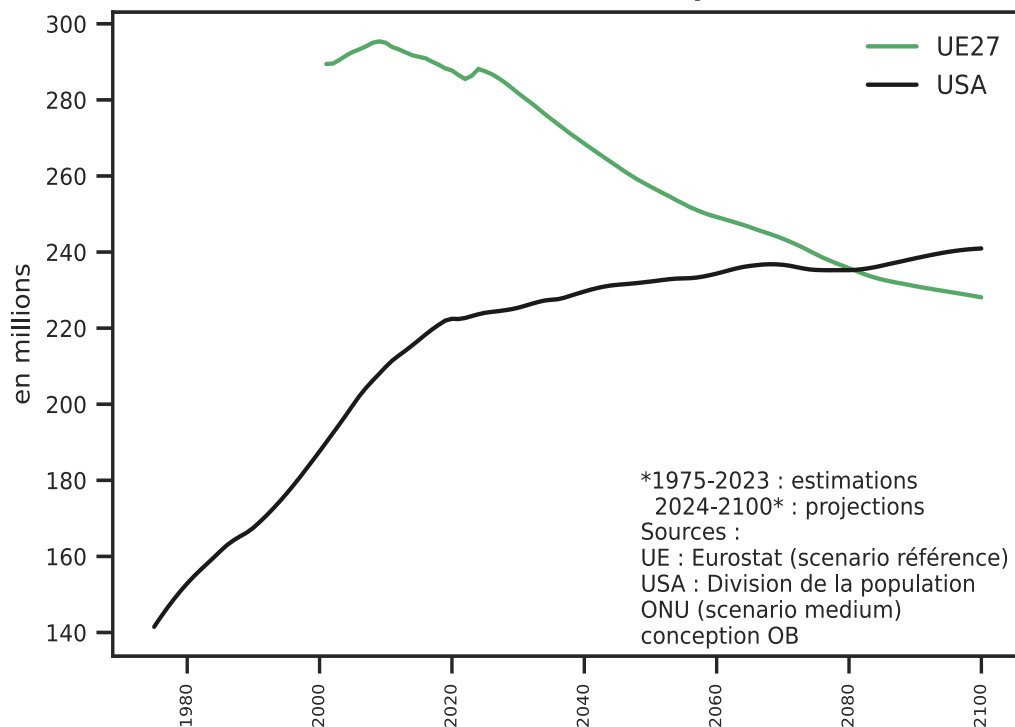
La population en âge de travailler devrait diminuer dans la Grande Région

Projection de la population en âge de travailler (15 à 64 ans)
Versants de la Grande Région, 2040/2020, en %



Remarque : d'ici 2040, la population en âge de travailler devrait diminuer en Europe de près de 2 millions de travailleurs chaque année...

Projection de la population en âge de travailler (15 à 64 ans) aux États-Unis et dans l'Union Européenne, en millions



... ce qui pourrait ralentir la croissance économique et créer des défis importants pour la productivité

Suivant cette trajectoire démographique, si l'Union Européenne devait maintenir son taux de croissance moyen de la productivité du travail depuis 2015, soit 0,7 %, cela ne suffirait qu'à maintenir le PIB constant jusqu'en 2050

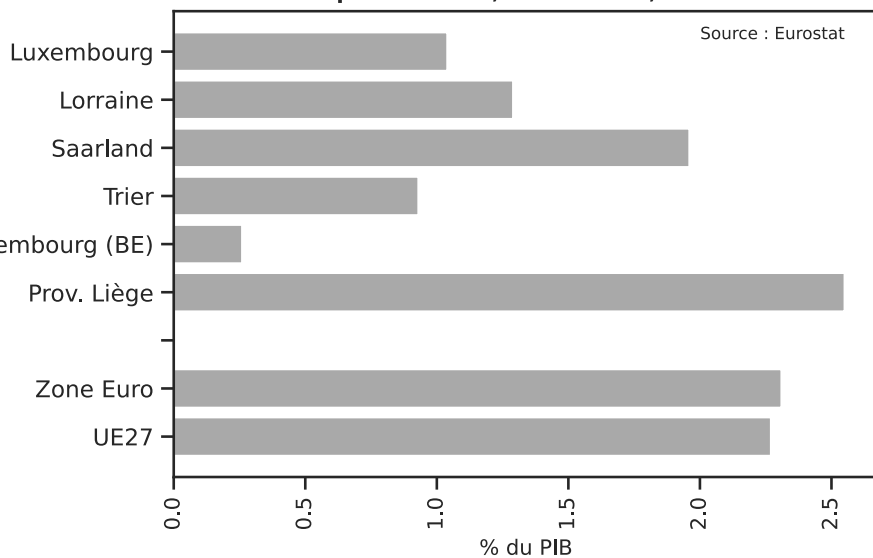
Pourquoi ce décrochage ?

3. Un retard d'innovation

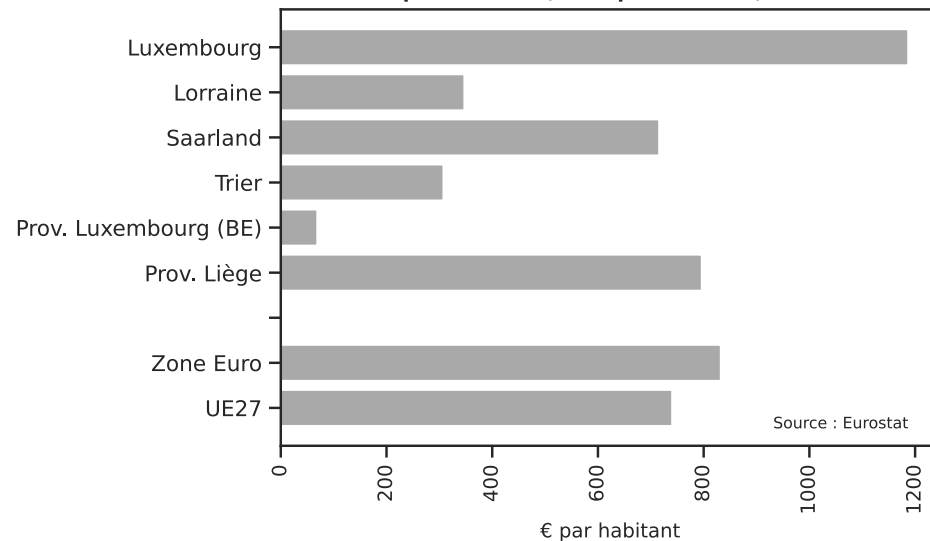
La dépense R&D de la Grande Région est inférieure à la moyenne européenne

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) en % du PIB et en € par habitant

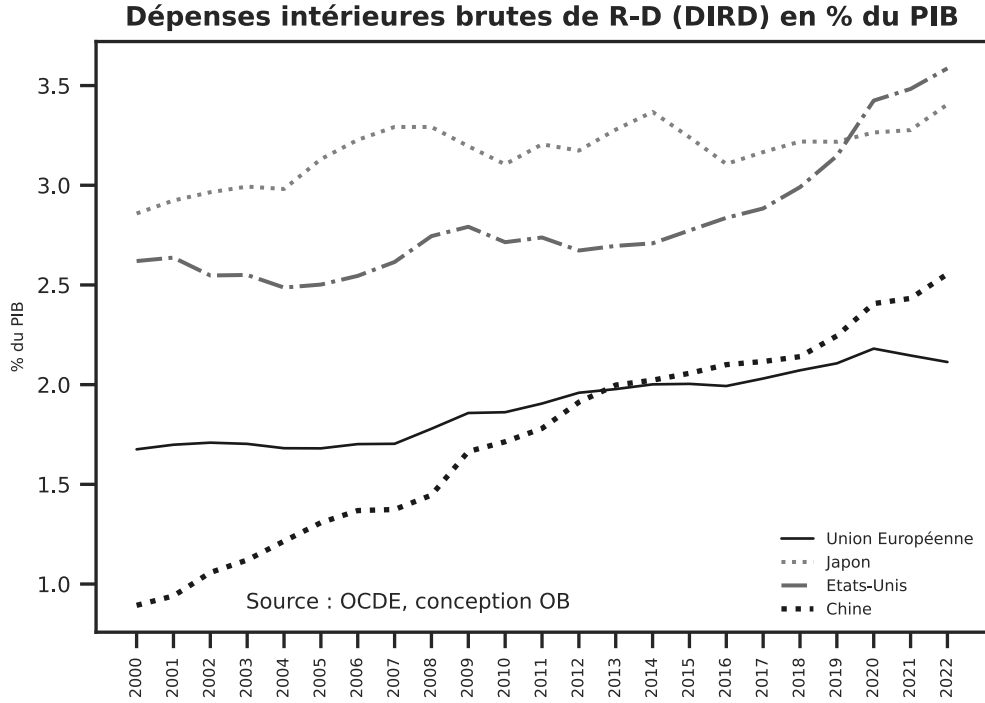
Dépense intérieure de recherche et développement par territoire, en % du PIB, 2021



Dépense intérieure de recherche et développement par territoire, en € par habitant, 2021



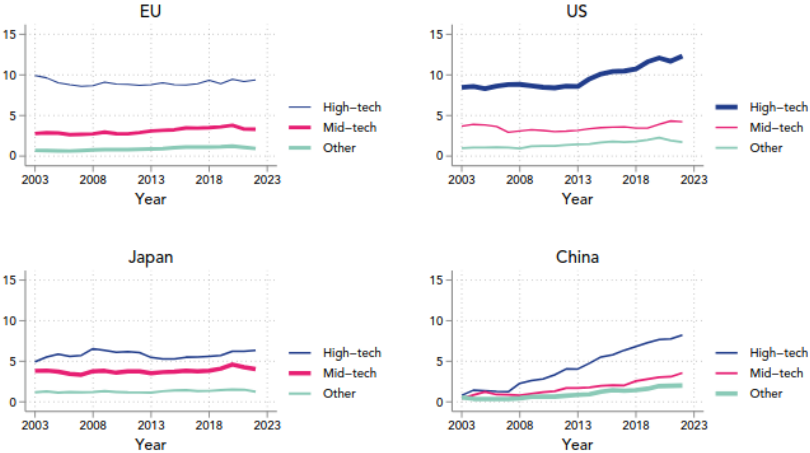
Remarque : En 2022, l'investissement en R&D a atteint 3,56 % du PIB aux États-Unis contre 2,12 % du PIB de l'UE



L'écart entre l'UE et les États-Unis s'est creusé avec l'essor des secteurs de haute technologie et notamment du numérique



R&D intensity by technology level (% of sales)

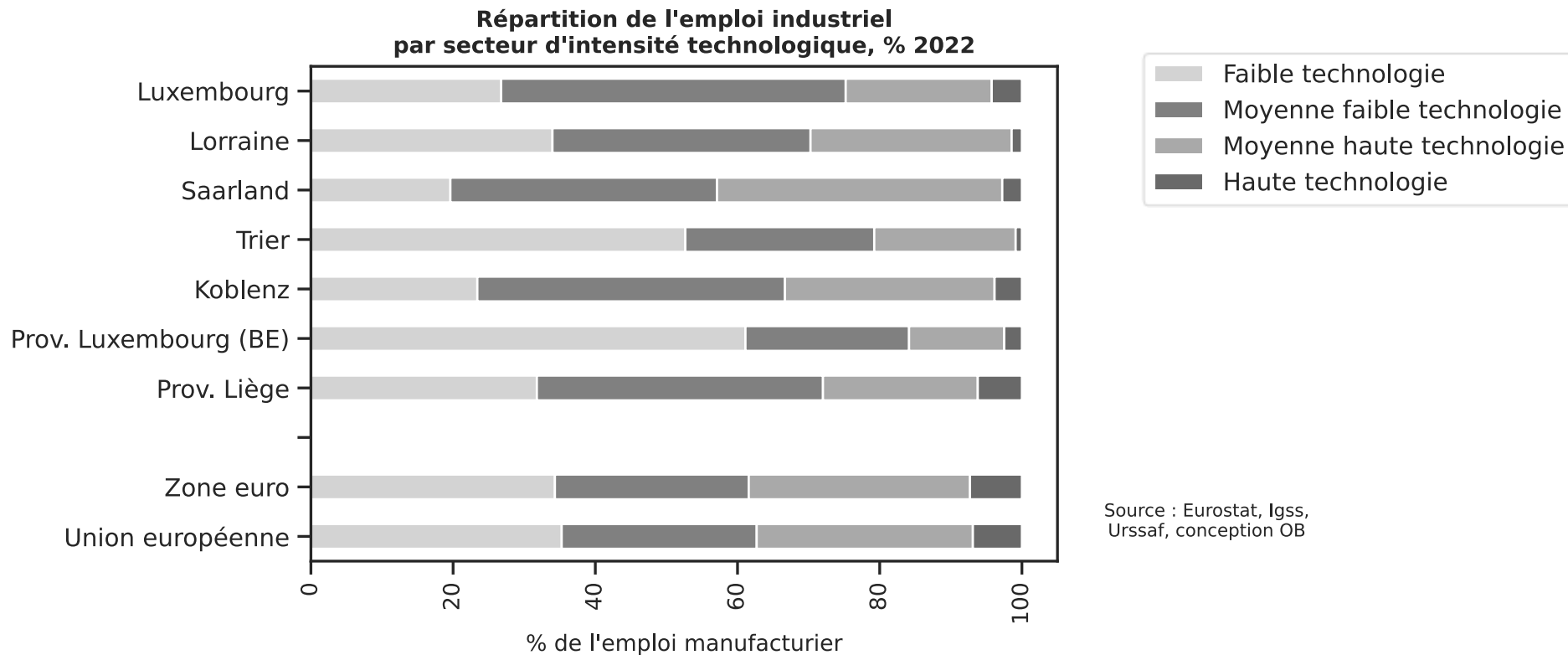


Note: Sector lines weighted by share of total net sales. Sector R&D Intensity is the ratio of R&D expenditures within a sector to the total net sales.

Source: Industrial R&D Investment Scoreboard.

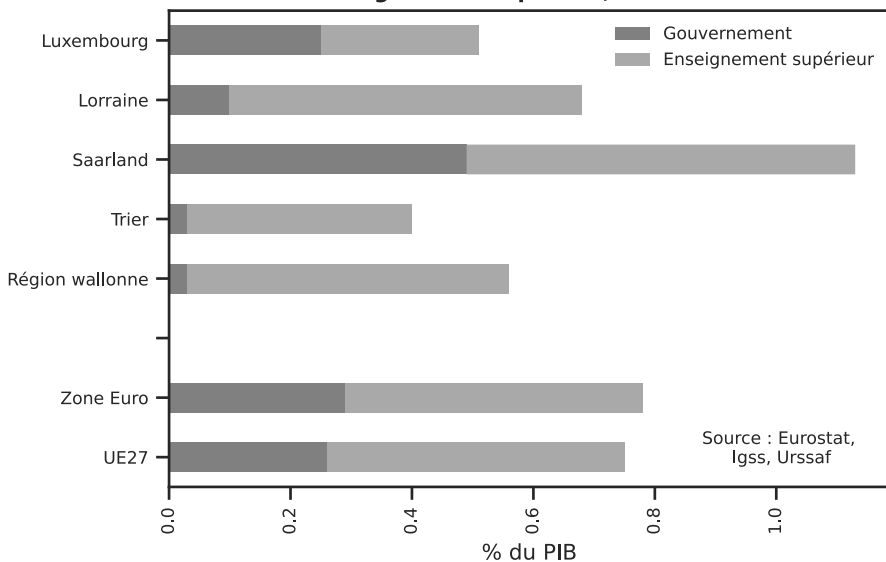
Source : Draghi R. (2024), The future of European competitiveness

Une forte spécialisation dans les secteurs industriels où les efforts de R&D sont moindres

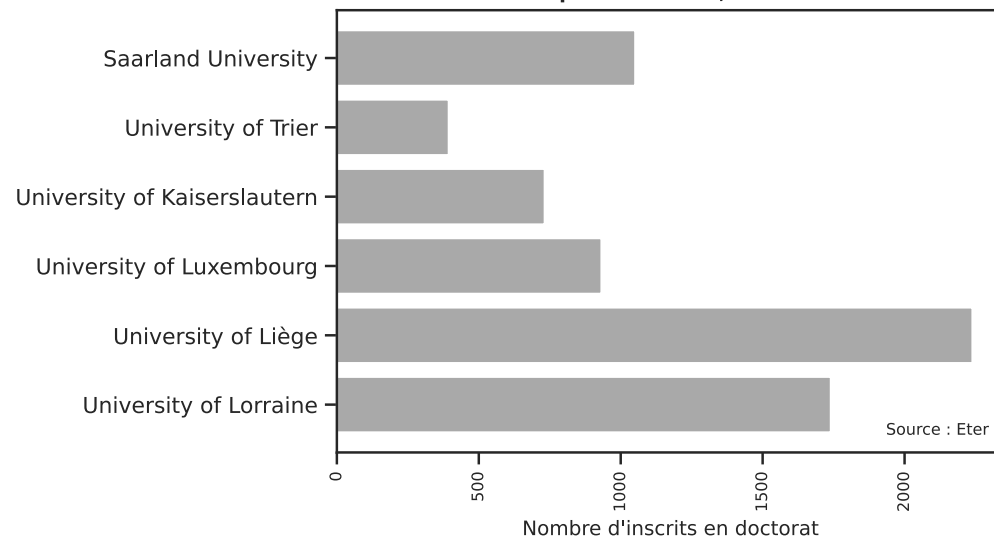


Une recherche publique et académique en Grande Région importante

DIRD du secteur gouvernemental et de l'enseignement supérieur, en % du PIB



Nombre d'inscrits en doctorat ou équivalent par Université, 2021



DIRD : dépense intérieure de recherche et développement

Région wallonne : la ventilation sectorielle de la DIRD n'est pas disponible au niveau des provinces

... mais le potentiel d'innovation reste sous-exploité, car les chercheurs et les innovateurs n'exploitent pas pleinement les économies d'échelle et ne coopèrent pas assez

« Les activités de recherche et développement de la Grande Région sont organisées autour de stratégies de spécialisation intelligentes (« RIS3 ») spécifiques à chaque versant. **Une intégration transfrontalière des connaissances et de l'expertise permettrait de renforcer l'économie de la connaissance dans la Grande Région. Cela limiterait également la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui va s'accroître avec l'évolution démographique dans les années à venir.** »

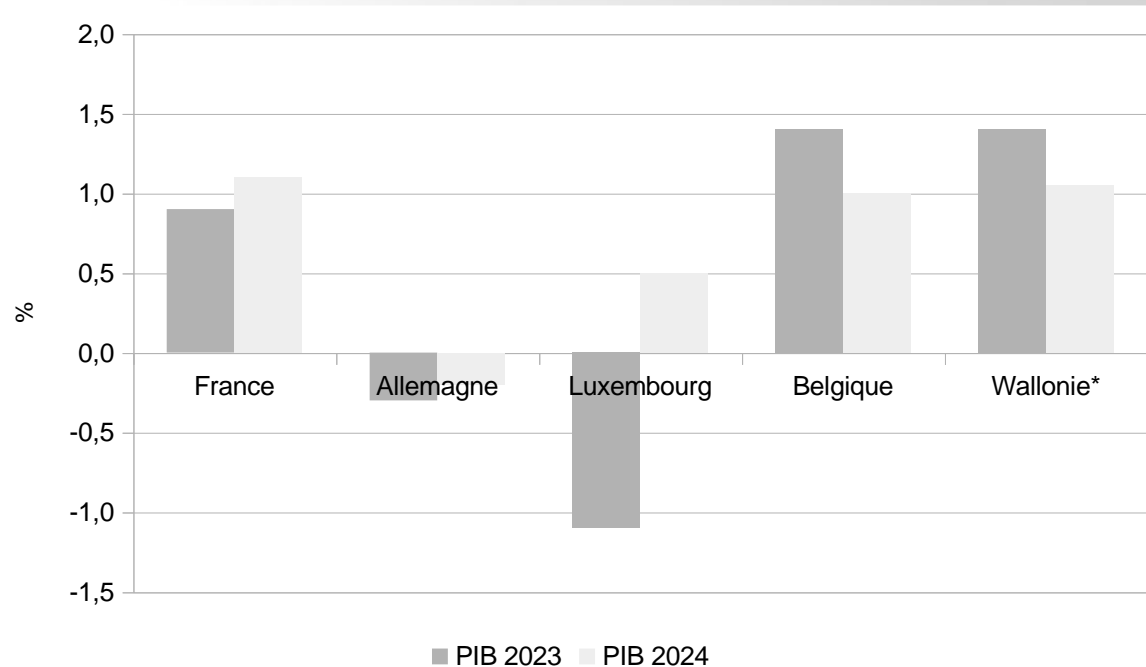
Source : Ersen and al. (2020), Mise en place d'un futur programme Interreg VI Grande Région 2021-2027 Analyse de la zone couverte par le programme, rapport final, Spatial Foresight GmbH, avril 2020 http://www.interreg-gr.eu/wp-content/uploads/2020/12/Rapport-final_200402-1.pdf (p 9)

III

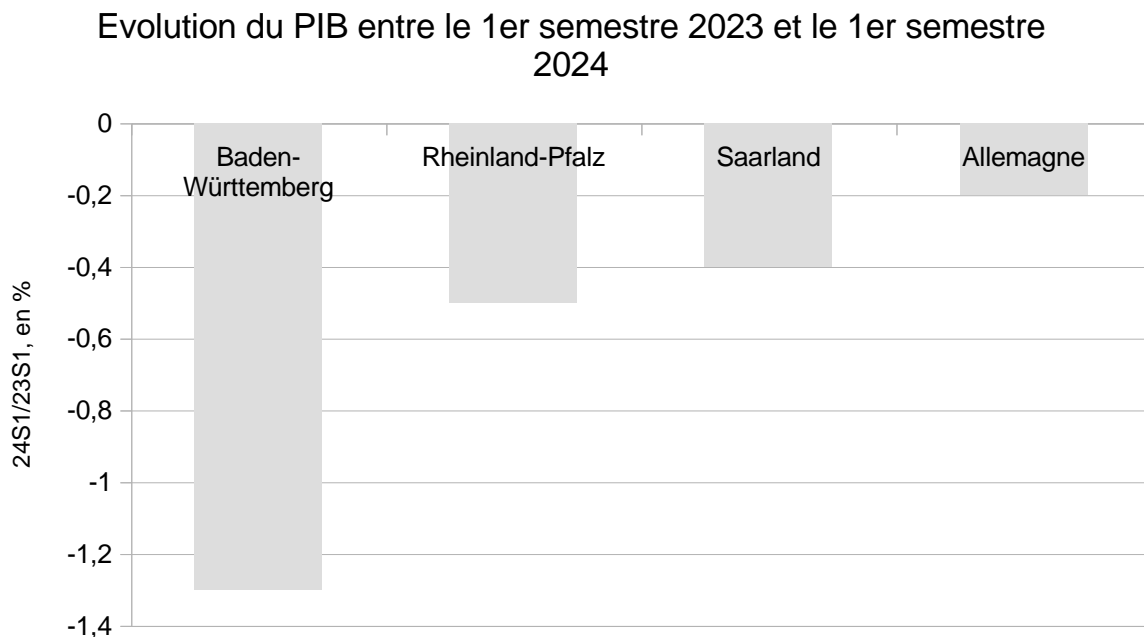
**La croissance de la Grande Région et
l'impact de la « guerre commerciale »**

III.1 Point sur la croissance en 2024

2024, Croissance modérée sauf en Allemagne qui affiche une récession pour la deuxième année consécutive

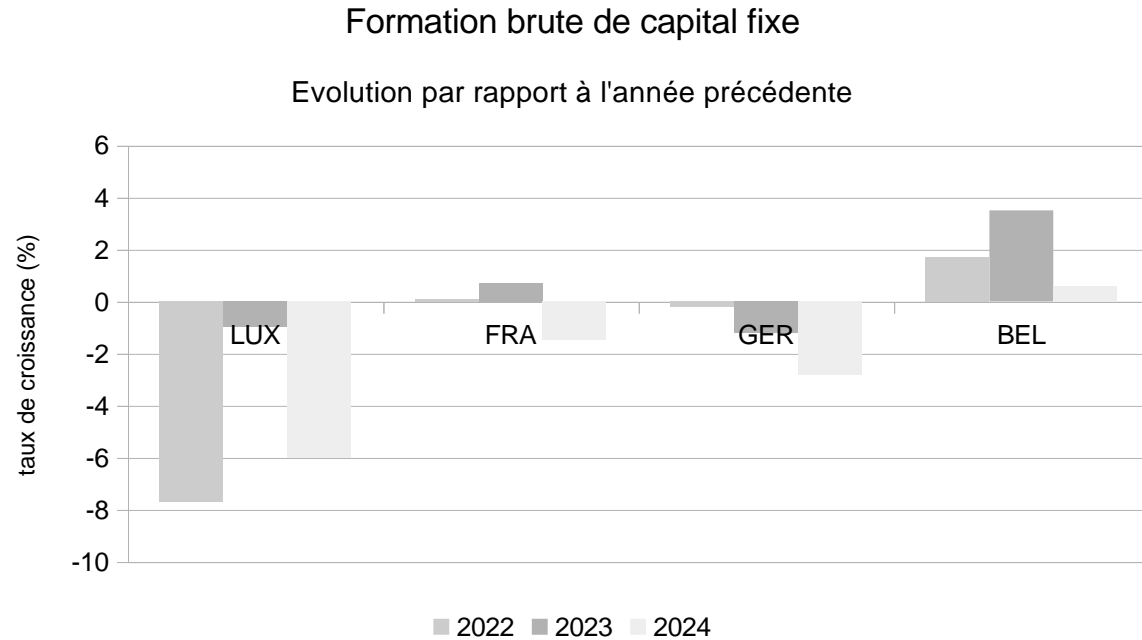


La récession est plus marquée en Sarre, en Rhénanie-Palatinat et au Bade-Wurtemberg

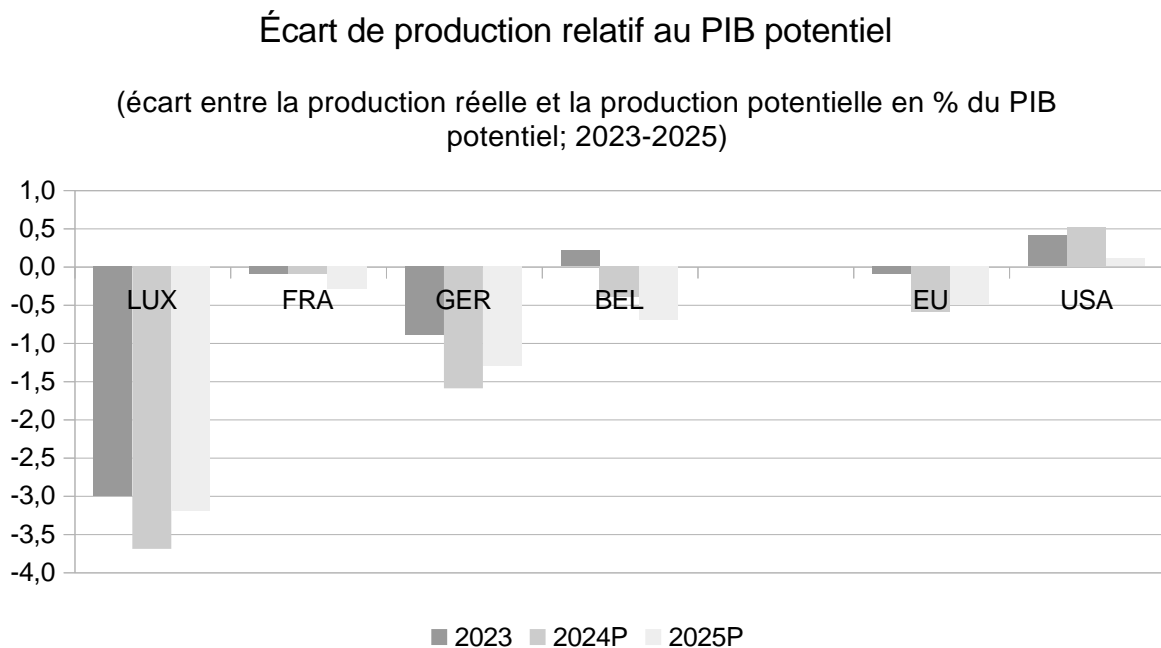


Remarque : forte présence du secteur automobile au Bade-Wurtemberg, en Sarre et en Rhénanie -Palatinat (RLP). Le secteur de la chimie est aussi important en RLP:

L'investissement est en berne



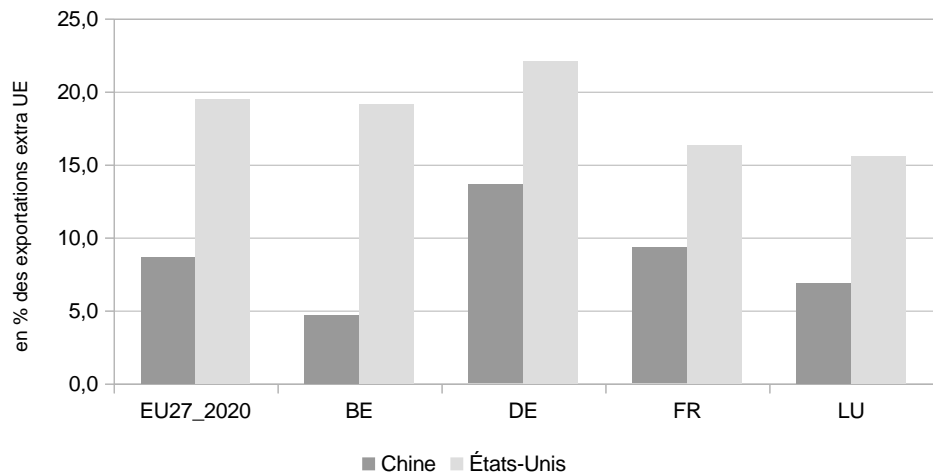
L'économie européenne devrait rester en sous-régime en 2025



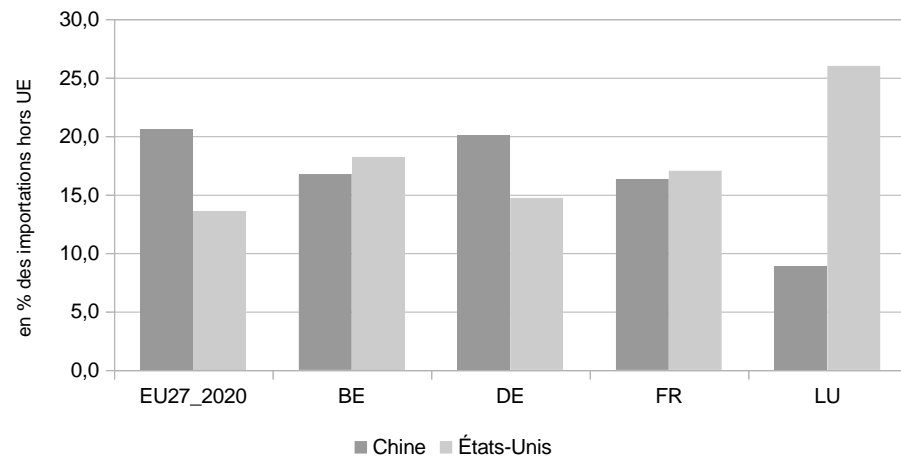
III.2 Quels sont les territoires susceptibles d'être touchés par la guerre commerciale avec la Chine ou les États-Unis ?

Commerce international : l'UE prise en étau entre les États-Unis et la Chine

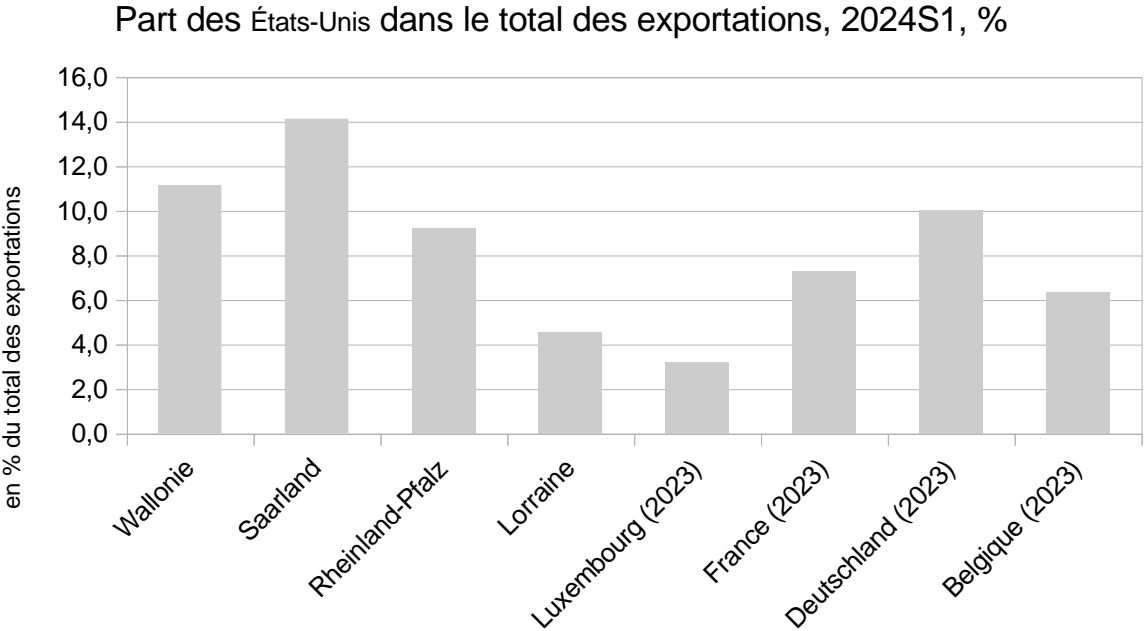
Part de la Chine et des États-Unis dans les exportations hors UE



Part de la Chine et des États-Unis dans les importations hors UE

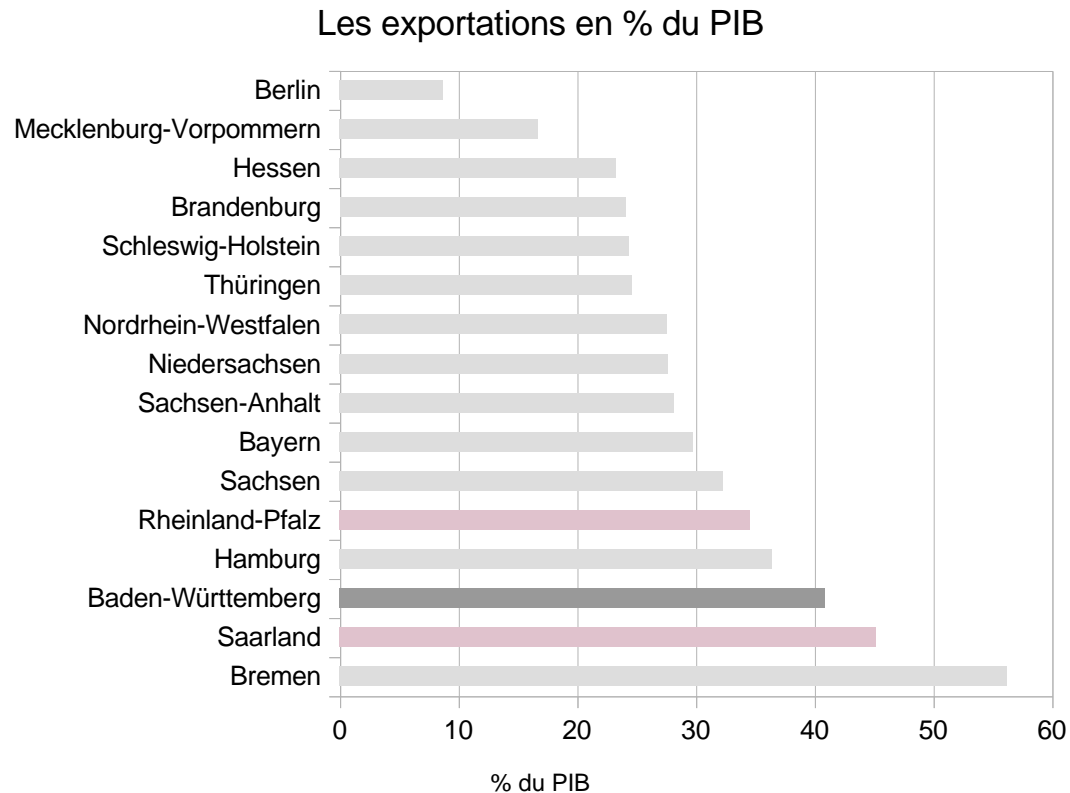


La part des USA dans les exportations est la plus importante en Sarre, en Wallonie et Rhénanie-Palatinat

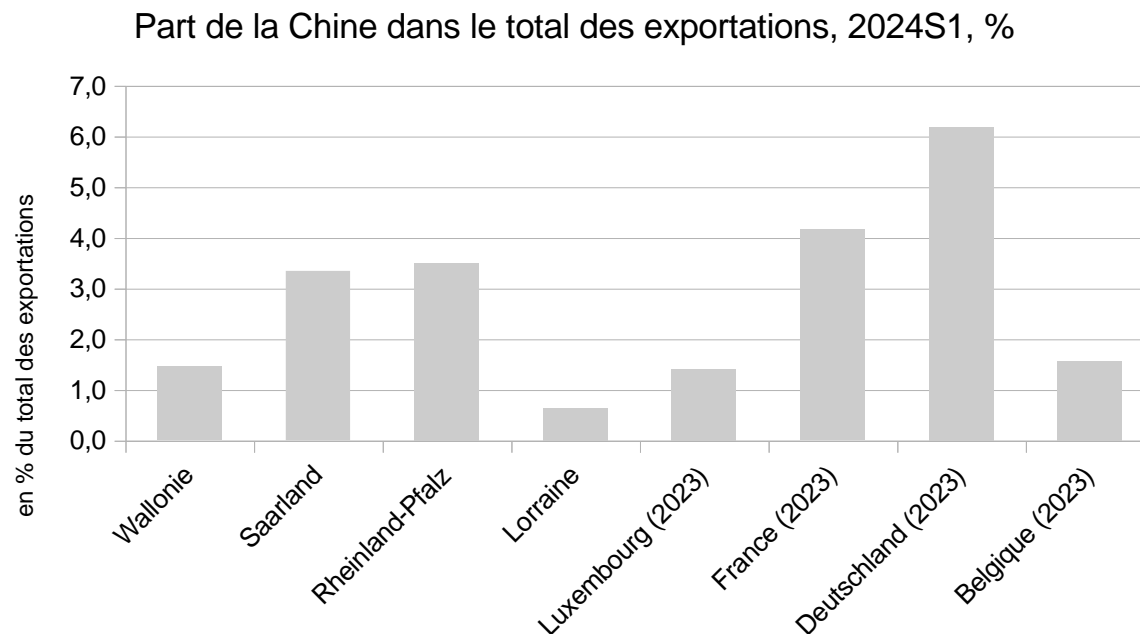


Source :

La Sarre et la Rhénanie Palatinat plus exposés au risque de conflit commercial avec les USA.



Exposition de la Grande Région moins forte avec la Chine



Source :

IV

Initiative

« Boussole pour la compétitivité »

Principales mesures annoncées par la Commission

IV.1.Choc de simplification pour les entreprises

- Pour alléger les contraintes réglementaire pesant sur entreprises, Bruxelles prévoit une directive « **Omnibus** » qui réduira et simplifiera certaines obligations en matière de durabilité et de responsabilité des entreprises (notamment celle liés au reporting extra-financier, taxonomie verte et au devoir de vigilance)
- Une **nouvelle catégorie d'entreprises sera créée pour celles comptant entre 250 et 1 500 employés**, leur permettant de bénéficier de mesures de simplification administratives jusqu'ici réservées aux PME.
- Mise en place d'un **statut juridique unique** pour les entreprises opérant dans plusieurs Etats membres. Plutôt que de modifier les législations nationales, Bruxelles proposera un "**28e régime**" simplifié permettant aux sociétés "innovantes" de bénéficier de règles harmonisées à l'échelle européenne.

IV.2. Mesures pour combler le fossé de l'innovation

- La Commission européenne veut relancer **le projet d'une Union européenne de l'épargne et de l'investissement**, afin de mieux mobiliser les capitaux privés au profit des entreprises innovantes.
- Les « **lignes directrices pour évaluer les fusions** » seront révisées, afin d'éviter de bloquer la création de champions européens capables de financer l'innovation dans le secteur technologique
- L'exécutif européen prévoit d'investir massivement dans les **technologies stratégiques** de demain, à savoir :
 - L'intelligence artificielle ;
 - Les biotechnologies ;
 - Les matériaux avancés ;
 - Les technologies quantiques et spatiales ;
 - La robotique.

IV. 3 : Plans d'action

- Réduction des coûts énergétiques**

- Pacte pour une industrie propre**

- Réduction des dépendances stratégiques**

. Réduction des coûts énergétiques

- La Commission présentera, dans les prochaines semaines, un plan d'action sur l'énergie, qui traitera les questions
 - de structuration des tarifs,
 - de fiscalité des réseaux,
 - de contractualisation à long terme
 - d'intégration du marché de l'énergie.

Plan d'actions pour les secteurs les plus exposés à la décarbonation et aux prix de l'énergie comme l'acier, les métaux et les produits chimiques..

- Des mesures sont envisagées pour encourager la **demande en produits bas carbone** (par exemple labels pour développer la demande en produits bas carbone seront créés).
- Un **premier plan, consacré à l'acier et aux métaux**, sera présenté au printemps prochain. Bruxelles entend par exemple **développer l'acier « vert »**, dont la demande est aujourd'hui quasiment nulle en raison de coûts prohibitifs
- Fin 2025, un **paquet pour l'industrie chimique** sera présenté
- Des aides publiques « **ciblées et simplifiées** » seront mises en place pour encourager **la décarbonation de l'industrie**. Pour une efficacité maximale, « **les 100 premiers sites émetteurs de CO2** », qui représentent plus de la moitié des émissions industrielles en Europe, seront principalement visés.

Révision du mécanisme d'ajustement aux frontières pour 2026, avec des mesures pour éviter les fuites d'entreprises et les conséquences imprévues sur les chaînes de valeur.

Afin de renforcer l'efficacité du mécanisme, une révision a été annoncée, la révision annoncée analysera l'**extension possible du champ d'application à d'autres secteurs et produits en aval** ainsi que les mesures possibles pour traiter les impacts sur les exportations de biens concernés.

La réalisation de la neutralité carbone s'appuiera également sur les émissions négatives, prévoit la stratégie. Des mesures devront permettre de les rentabiliser dans le cadre du futur marché carbone, également appelés systèmes d'échange de quotas d'émissions (SEQE) ou Emissions Trading Schemes (ETS en anglais)

Réduire les dépendances stratégiques.

- Nouvelle série de partenariats pour des échanges et des investissements propres qui contribueront à diversifier et à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en matières premières.
- Une plateforme commune d'achat de matières premières sera notamment mise en place pour sécuriser l'approvisionnement en ressources essentielles, tandis qu'une réforme des règles de passation des marchés publics introduira une préférence européenne pour les secteurs critiques

Conclusion

Le coût de la fragmentation transfrontalière

Les frontières représentent des obstacles :

⇒ Si 20 % des obstacles existants dans le domaine de la coopération transfrontalière étaient levés, le PIB de ces régions augmenterait de 2 % et plus de 1 million d'emplois supplémentaires y seraient créés

⇒ **Parmi les principaux obstacles figurent notamment les difficultés d'accès [...], le déclin des entreprises locales,[un] environnement peu propice aux entreprises l'absence de réseaux entre les administrations locales et régionales, les faibles niveaux de recherche et de développement, [...]**

Source : « Coopération Interreg : la libéralisation du potentiel des régions transfrontalières de l'Union Européenne doit être parachevée », Cour des comptes européenne, rapport spécial 2021

L'amélioration de la gouvernance de la coopération transfrontalière est (aujourd'hui) considéré comme une priorité

Dans le cadre du programme Interreg Grande Région, les onze Autorités partenaires du programme* ont fixé comme axe prioritaire pour la période 2021 et 2027 « **Une Grande Région dotée d'une meilleure gouvernance de la coopération transfrontalière** »

Le « **Réseau européen de coopération industrielle, environnementale et sociale** » (**RECIES**) dont le chef de file est le C2IME a été retenu dans le cadre de cet axe prioritaire

* Grand-Duché de Luxembourg, Wallonie, Fédération Wallonie-Bruxelles, Communauté germanophone de Belgique, la République française, la Région Grand Est, représentée par le Président du Conseil Régional Grand Est, le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, représenté par sa Présidente, le Conseil départemental de la Meuse, représenté par son Président, le Conseil départemental de la Moselle, représenté par son Président, le Land de Sarre, le Land de Rhénanie-Palatinat



Commissariat d'**I**nvestissement à l'**I**nnovation et à la **M**obilisation **E**conomique

LA GOUVERNANCE DU C2IME



Jean-Yves LE DÉAUT

PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Valérie DEBORD
Présidente

La Région
Grand Est



CCI MOSELLE
MÉTROPOLE METZ



métropole
GrandNancy



CCI GRAND EST



CCI
GRAND NANCY MÉTROPOLE
MEURTHE-ET-MOSELLE



CCI
MEUSE HAUTE-MARNE



ATTRACTIVITÉ



CCI VOSGES

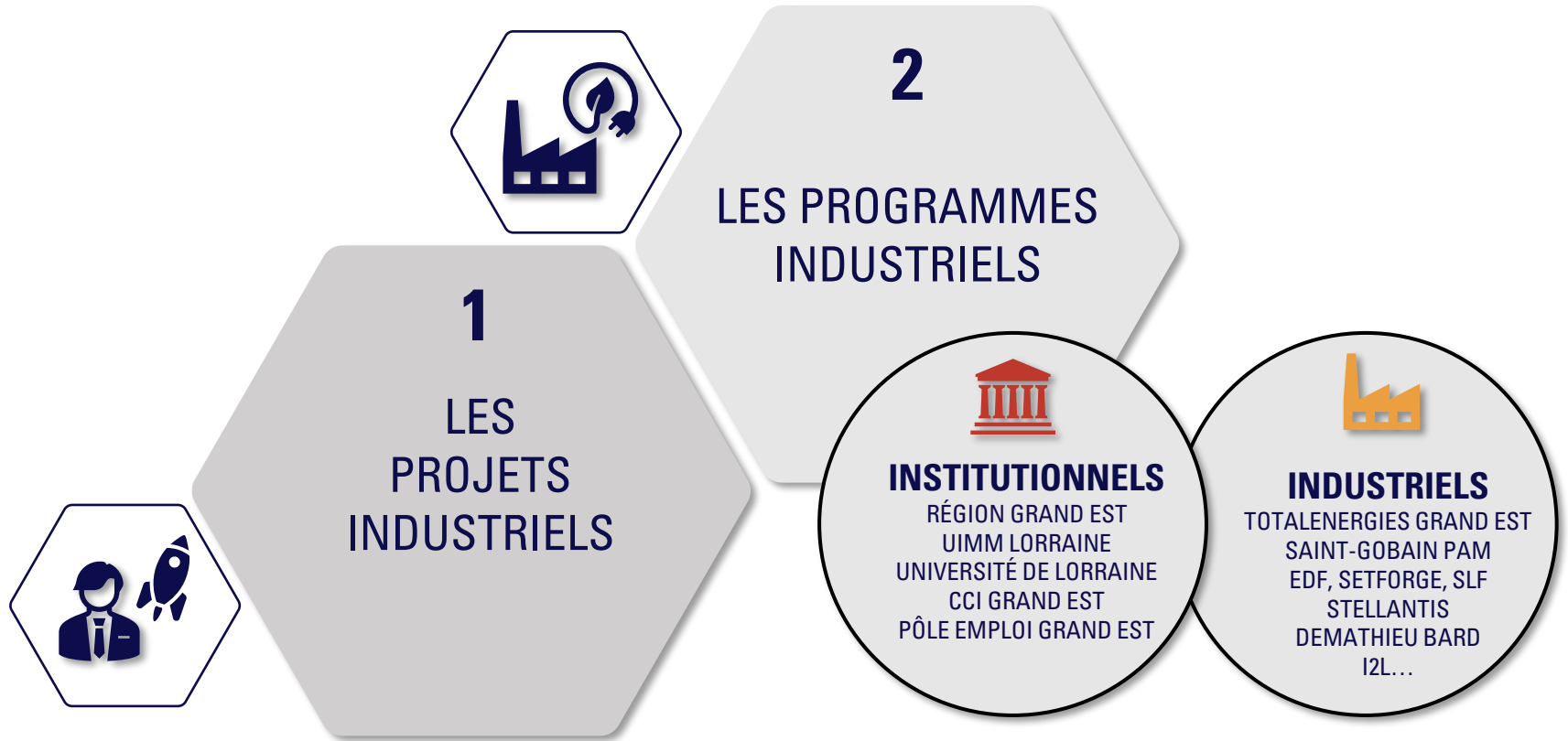
GRAND
SAINT-DIZIER
DER & VALLÉES

COMMUNAUTÉ de
COMMUNES du TERRITOIRE de
Luxéville à Baccarat



COMMUNAUTÉ de COMMUNES
pays haut val d'alzette





LES ENTREPRISES RÉGIONALES CIBLÉES



NOTRE PROCESSUS D'INTERVENTION

En 4 A

1

ANTICIPER

2

ASSEMBLER

3

ACCÉLÉRER

4

ABOUTIR

NOS 4 VOILETS D'INTERVENTION





R.E.C.I.E.S – les partenaires - die Partner

Interreg



Cofinancé par
l'Union Européenne
Kofinanziert von
der Europäischen Union

Partenaires Financiers - Finanzielle Partner

Grande Région | Großregion



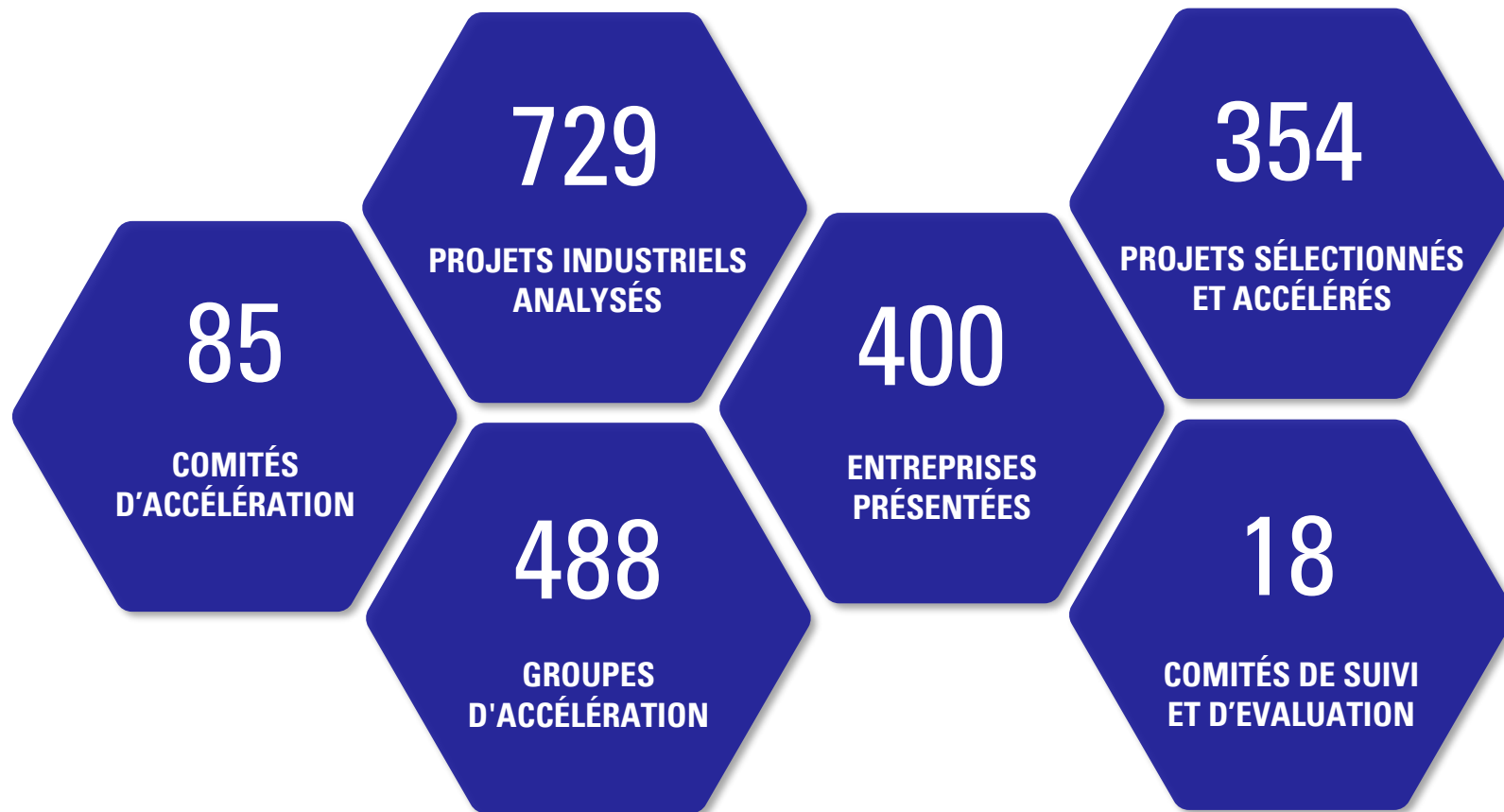
Partenaires Méthodologiques - Methodologische Partner



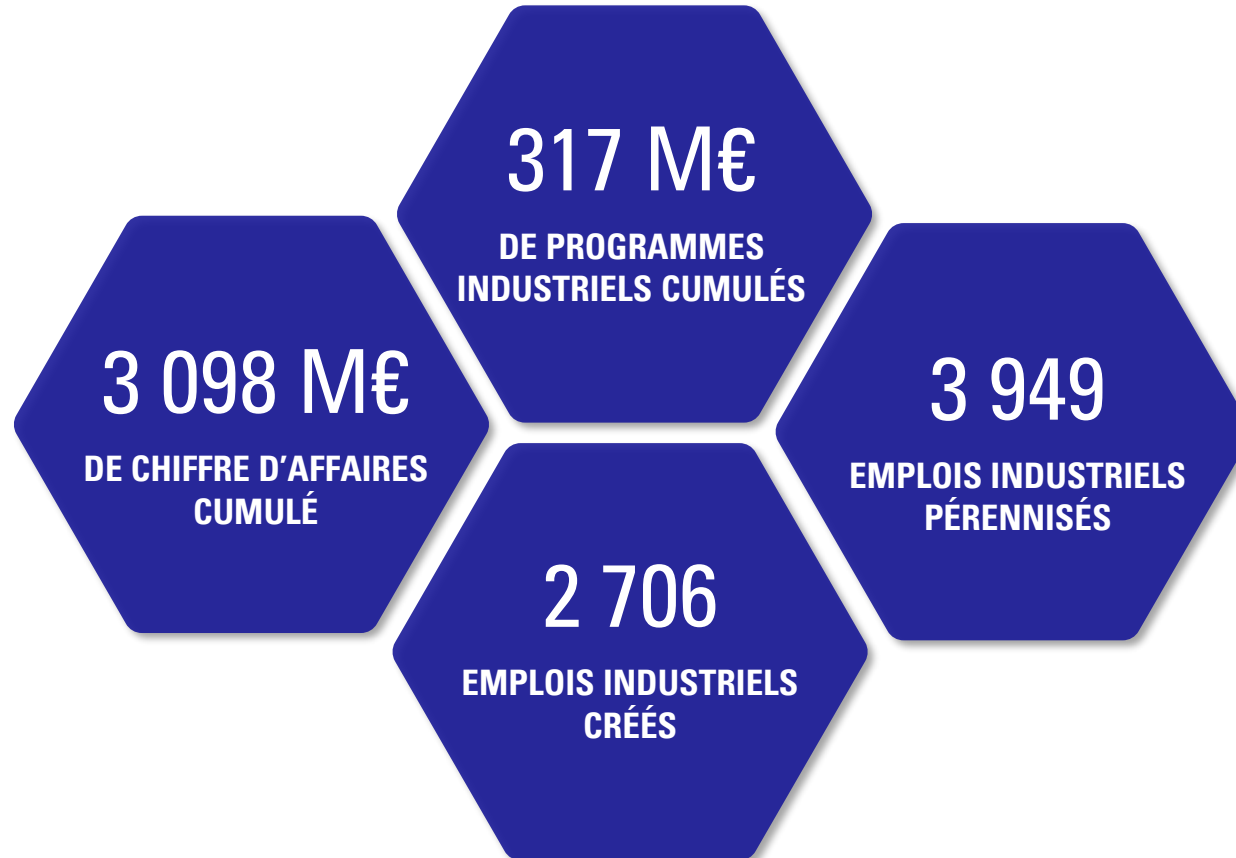


LES IMPACTS DE LA DYNAMIQUE C2IME DEPUIS 2015 ...

CHIFFRES CLÉS DE LA MOBILISATION 360 DU C2IME



MESURE DE L'IMPACT 360 DU C2IME





CONTACTS C2IME



C2IME.EU



CONTACT@C2IME.COM



4 RUE MARCONI
57070 METZ



+33 6 77 74 28 50